

03 _ 2025

ÉTUDE

L'école de la République à l'épreuve de la montée de l'antisémitisme

_Sous la coordination de Deborah Elalouf

_Valérie Boussard

_François Kraus

_Iannis Roder



Valérie Boussard est professeure de sociologie, université Paris-Nanterre (IDHE.S UMR 8533).

Deborah Elalouf, entrepeneure de l'Edtech, est présidente de la Commission éducation du Crif.

François Kraus est directeur du pôle Politique/Actualités à l'Ifop.

Iannis Roder, professeur d'histoire-géographie à Saint-Denis (93), est directeur de l'Observatoire de l'éducation de la Fondation Jean-Jaurès.

Merci à **Stéphane Bou**,
Juliette Duplanil-Weill, **Jérémie Haddad**,
Sarah Kleinmann, **Philippe Levy**,
Johana Mechaly pour le Crif
et à **Roman Bornstein**, **Laurent Cohen**,
Milo Lévy-Bruhl, **Jérémie Peltier**
et **Milan Sen** pour la Fondation Jean-Jaurès.

Introduction

« Observateurs, chercheurs, parents d'élèves, professeurs, intervenants en milieu scolaire font le constat d'un rajeunissement des auteurs et des victimes d'injures ou d'actes à caractère raciste et antisémite¹. » C'est ce qu'écrivent les journalistes du *Monde*, Louise Couvelaire et Violaine Morin, dans un article du 29 mai 2024 où l'on peut lire les témoignages d'enfants scolarisés en collège, lycée, mais aussi en école primaire, victimes d'insultes ou de harcèlement à caractère antisémite.

Deux semaines plus tard, le 15 juin 2024, une fillette de 12 ans sera entraînée de force vers un bâtiment désaffecté de Courbevoie, traitée de « sale juive », frappée puis violée à plusieurs reprises par un groupe de collégiens de sa connaissance invoquant la Palestine et lui reprochant de leur avoir caché qu'elle était juive². Ce n'est pas le premier viol à caractère antisémite que connaît la France ces dernières années. En 2014, un couple est séquestré lors d'un cambriolage à Créteil. Visés parce que « les juifs, ça met pas leur argent à la banque », ils sont ligotés, bâillonnés et l'homme est molesté tandis que sa compagne est violée³. Le crime antisémite de Courbevoie s'inscrit ainsi dans une dynamique de hausse constante des actes

antisémites depuis le début des années 2000. Mais évidemment, ce qui choque particulièrement dans ce cas, c'est l'âge de la victime et des protagonistes.

Ce rajeunissement de l'âge des agresseurs et des victimes doit donc être lu comme une tendance spécifique à l'intérieur d'un phénomène plus large. C'est cette tendance que cette étude voudrait mettre en lumière en s'intéressant à l'antisémitisme qui se manifeste au sein de la jeunesse à l'école, et à l'école publique en premier lieu. Elle entend ainsi documenter l'intrusion de l'antisémitisme au cœur de cette institution que la République défend habituellement comme un sanctuaire – « l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas », comme disait Jean Zay –, mais qui, pour les jeunes élèves juifs, l'est de moins en moins. Pour cerner ce phénomène d'antisémitisme à l'école, on commencera par revenir sur l'histoire de cette problématique en France, depuis le début des années 2000 et sur le faible traitement politique qui l'a caractérisé. Puis on analysera des témoignages circonstanciés d'élèves juifs. Enfin, une enquête d'opinion inédite permettra de mesurer l'inquiétante prégnance (et progression) de l'antisémitisme au sein de la jeunesse française.

1. Louise Couvelaire et Violaine Morin, « À l'école, l'antisémitisme et le racisme s'expriment de plus en plus tôt : "Il n'y a plus de tabous" », *Le Monde*, 29 mai 2024.
2. Antoine Albertini et Louise Couvelaire, « Viol et injures antisémites : le récit consigné par les enquêteurs du calvaire d'une fille de 12 ans », *Le Monde*, 19 juin 2024.
3. Voir l'article repris de l'AFP par *L'Express*, « Cambriolage, viol et antisémitisme à Créteil en 2014 : jusqu'à 16 ans de prison pour les agresseurs », 6 juillet 2018.

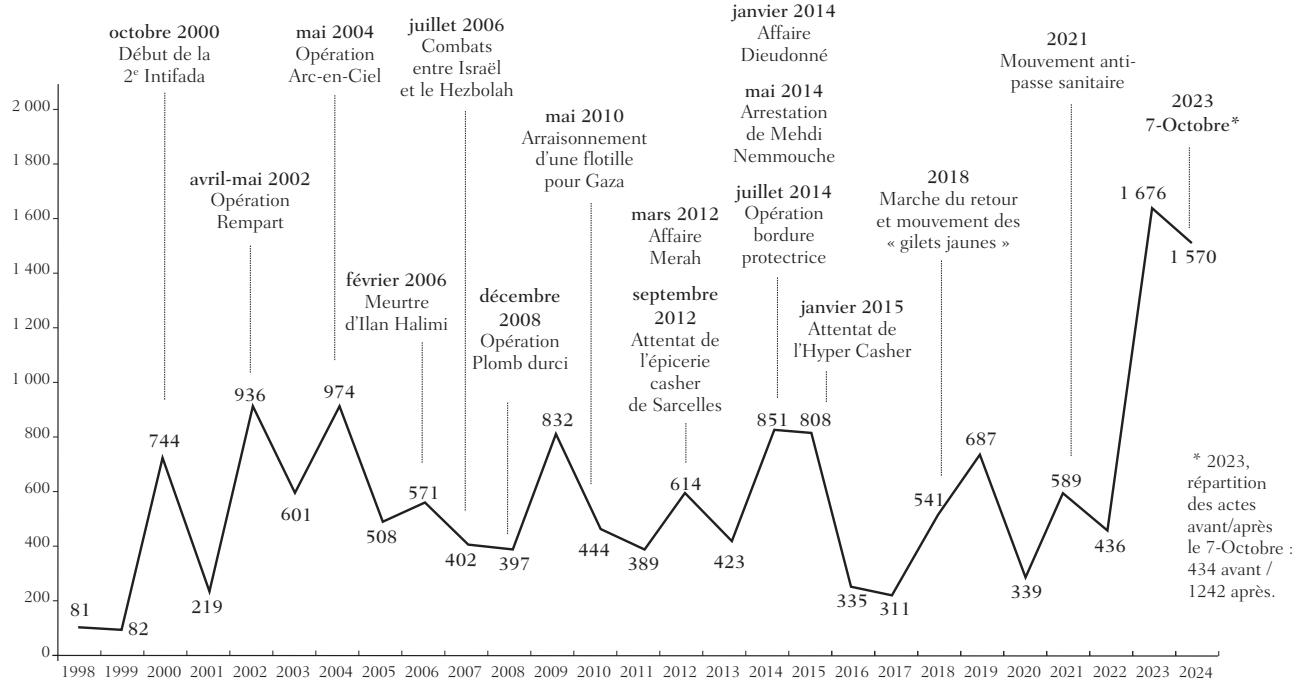
Les chiffres clés de l'antisémitisme à l'école

- 96 % des jeunes juifs considèrent que « depuis l'attaque terroriste du Hamas en Israël le 7 octobre 2023, les actes antisémites en France sont en hausse ». 42 % affirment avoir déjà été victimes d'antisémitisme. **Dans 22 % des cas, ils ont vécu leur premier acte/propos antisémite après le 7-Octobre** (« Baromètre de la jeunesse juive de France », FSJU).
- Les atteintes aux personnes à caractère antisémite représentent **près de 60 % de l'ensemble des atteintes aux personnes à caractère raciste ou religieux**, alors que les juifs représentent aujourd'hui moins de 1 % de la population française.
- À l'école publique, pour l'année scolaire 2023-2024, **1 670 actes à caractère antisémite recensés**, contre 400 en 2022-2023 (ministère de l'Éducation nationale).
- Les actes antisémites sont principalement recensés au collège qui représente à lui seul **53 % des signalements pour racisme et antisémitisme**. Le lycée est également concerné puisque 55 % des signalements en provenance des lycées portent sur des actes antisémites (ministère de l'Éducation nationale).
- **En 2024, 62 % des victimes d'actes antisémites indiquent que les violences qu'ils ont vécues l'ont été au sein d'un établissement scolaire. 42 % affirment même que cela s'est produit à plusieurs reprises** (Fondapol, AJC, 2024).
- En milieu scolaire, la majorité des faits (propos et gestes menaçants, inscriptions, violences, dégradations) sont commis au collège (ministère de l'Intérieur, SPCJ).
- Augmentation de 10 % du nombre d'enfants accueillis dans les écoles juives ces dix dernières années, et de plus de 48 % depuis l'année 2000 (FSJU).
- La scolarisation dans le privé répond avant tout à une problématique de sécurité : 69 % des parents estiment que leur enfant y sera plus en sécurité (AJC, Fondapol).

L'installation de l'antisémitisme à l'école publique : un phénomène ancien, ancré et insuffisamment traité

L'évolution de l'antisémitisme dans le milieu scolaire sur laquelle nous allons nous concentrer dans cette étude s'inscrit dans un contexte de hausse

massive de l'antisémitisme en France qu'il convient de rappeler au préalable.



Données : SPCJ/Ministère de l'Intérieur. Légendes : Pour la période 1998-2004 : Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem ? Les Juifs de France face à l'antisémitisme*, La Tour-d'Aigues/Paris, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2016.

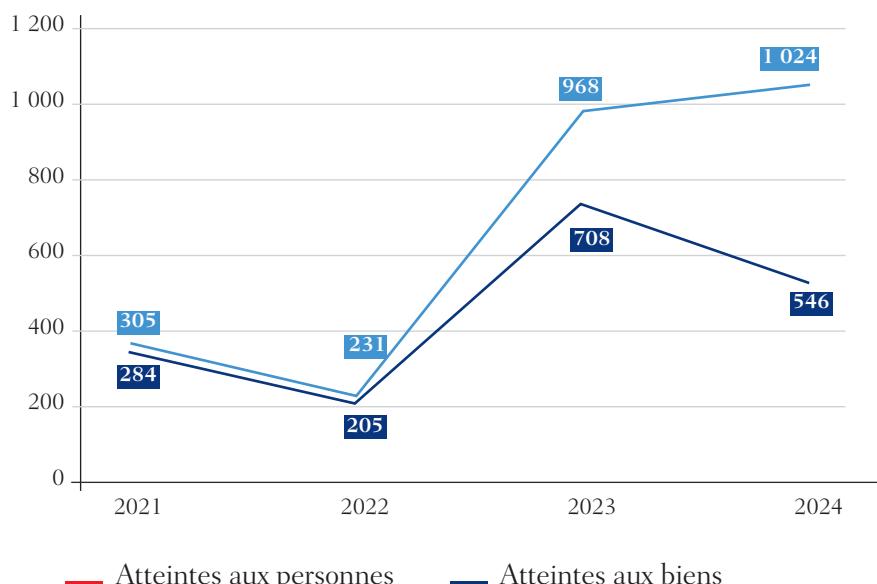
Mesuré depuis les années 1980, l'ordre de grandeur des actes antisémites recensés change au début des années 2000. Il passe alors de quelques dizaines à plusieurs centaines de cas par an – pallier devenu incompréhensible. À l'intérieur de ce nouvel ordre de grandeur de plusieurs centaines de cas par an, les variations sont importantes. On oscille quasiment du simple (autour de 200 à 300 cas par an en 2001, 2008, 2011, 2016, 2017, 2020) au triple (autour de 900 cas par an en 2002, 2004, 2009, 2014, 2015)

selon les années. Ces variations obéissent à différentes logiques : un « effet stéréo » de répercussion sur les Français juifs des évolutions de la situation au Proche-Orient, un phénomène de reproduction mimétique dans les jours et les semaines qui suivent un fait particulièrement marquant (par exemple après l'assassinat d'Ilan Halimi, les attentats de Toulouse de 2012, ou l'attentat contre le musée juif de Bruxelles et l'arrestation de son auteur en mai 2014), des événements antisémites particuliers

et particulièrement médiatisés comme l'affaire Dieudonné¹, ou encore certaines mobilisations politiques, telles que les « gilets jaunes » ou le mouvement anti-passe sanitaire. Cantonnés à quelques dizaines jusqu'au début des années 2000, oscillant ensuite entre 300 dans les « meilleures années » et 900 dans les pires durant plus de deux décennies, les actes antisémites recensés ont dépassé les 1 500 par an en 2023 et en 2024, se rapprochant du double du volume des actes recensés lors des pires années des deux décennies précédentes. Cette explosion des actes antisémites va par ailleurs de pair avec une augmentation inédite des opinions antisémites. Dans son rapport de 2023, « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) relève ainsi, elle aussi, le niveau « record et sans précédent » des actes antisémites, mais elle ajoute que, pour la première fois depuis 2005, c'est « l'indice de

tolérance » relatif aux juifs qui a le plus chuté en un an², comparativement aux indices de tolérance relatifs aux autres minorités (Maghrébins, Noirs, musulmans et Roms) : « L'année 2023 marque indéniablement une dégradation tant au niveau des actes que des opinions antisémites », conclut-elle³.

Les actes antisémites officiels, recensés par le SPCJ⁴ et le ministère de l'Intérieur, sont de diverses natures. On peut, par exemple, distinguer les atteintes aux biens (incendies ou tentatives, dégradations et vandalisme, inscriptions, etc.) des atteintes aux personnes (attentats ou tentatives, homicides ou tentatives, violences physiques, propos ou gestes menaçants, tracts ou courriers, etc.). Ce faisant, on observe alors la prépondérance parmi les différents actes antisémites des atteintes aux personnes et leur explosion ces deux dernières années.



Sources : SPCJ/ministère de l'Intérieur.

1. Voir Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem ? Les Juifs de France face à l'antisémitisme*, La Tour-d'Aigues/Paris, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2016, p. 54.
2. La CNCDH commente : « Cette baisse est particulièrement inhabituelle pour cette minorité qui était relativement épargnée par les effets de contextes [...]. Il faut donc une vigilance particulière face aux discours antisémites. » Voir « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, année 2023 », Rapport de la CNCDH présenté au gouvernement, p. 234.
3. *Ibid.*, p. 34.
4. Fondé en 1980, au lendemain de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, le Service de protection de la communauté Juive (SPCJ) assure, en étroite coordination avec les pouvoirs publics, la protection des lieux de vie juifs. Il collabore aussi avec le ministère de l'Intérieur dans le recensement annuel des actes antisémites.

Cette évolution extrêmement préoccupante des atteintes aux personnes parmi les actes antisémites recensés peut être résumée laconiquement par un chiffre : alors que les juifs représentent moins de 1 % de la population française, les atteintes aux personnes à caractère antisémite représentent près de 60 % de l'ensemble des atteintes aux personnes à caractère raciste ou religieux.

Dans son rapport annuel sur l'antisémitisme consacré à l'année 2023, le SPCJ relevait une autre tendance : l'explosion des actes antisémites recensés en milieu scolaire¹. Après la sphère privée, le milieu scolaire représente l'espace social ayant connu la plus importante augmentation des actes antisémites dans l'immédiat après 7-Octobre. Cette augmentation de l'antisémitisme en milieu scolaire est confirmée dans les premiers éléments relatifs à l'année 2024 publiés par le SPCJ, qui leur consacre pour la première fois une entrée dédiée et fait état d'un « constat alarmant ». Les 177 actes antisémites recensés dans le milieu scolaire représentent, pour la deuxième année consécutive, plus de 10 % du total des actes antisémites recensés.

Tous ces chiffres ne représentent toutefois que la face émergée de l'iceberg. La comptabilité du SPCJ/ministère de l'Intérieur repose en effet uniquement sur les actes antisémites ayant fait l'objet d'un dépôt de plainte, de la rédaction d'une main courante ou d'une saisine du parquet. Autrement dit, de nombreux actes antisémites ne sont pas pris en compte et les données du SPCJ/ministère de l'Intérieur ne donnent qu'une vision extrêmement partielle de la réalité de l'antisémitisme en France.

Sur ce sujet spécifique de l'antisémitisme en milieu scolaire, on a pu, pour la première fois cette année, prendre la mesure de l'écart entre le tableau brossé par les données du SPCJ/ministère de l'Intérieur et la réalité, bien plus inquiétante encore, de l'antisé-

mitisme à l'école. En octobre 2024, le ministère de l'Éducation nationale a publié les chiffres des actes racistes et antisémites recensés pendant l'année scolaire 2023-2024. Rappelons qu'en considérant l'enseignement public et privé (à l'exception de l'enseignement privé juif comptabilisé à part) et les deux années civiles 2023 et 2024, les rapports SPCJ/ministère de l'Intérieur recensaient 368 actes antisémites cumulés sur ces deux années. Or, en considérant uniquement l'école publique et la seule année scolaire 2023-2024, le ministère de l'Éducation nationale a recensé lui 1 670 actes à caractère antisémite, lesquels représentent presque la moitié du total des 3 630 actes racistes et antisémites recensés².

Par ailleurs, la communication par le ministère de l'Éducation nationale des actes antisémites recensés sur l'année scolaire précédente 2022-2023 (400 actes antisémites sur 1 270 actes racistes et antisémitismes) montre à la fois que le nombre d'actes antisémites a été multiplié par plus de quatre (+317 %) en un an, et que la part des actes antisémites dans l'ensemble des actes racistes et antisémites recensés est passée en un an de 31 % à plus de 46 % – de moins d'un tiers à quasiment la moitié. Ainsi, les élèves juifs, qui représentent moins de 0,5 % de l'ensemble des élèves scolarisés dans le primaire et le secondaire public, doivent affronter un antisémitisme qui représente presque la moitié de tous les actes racistes et antisémites recensés à l'école³.

Les chiffres du ministère de l'Éducation nationale sur les incidents racistes ou antisémites permettent de préciser l'ampleur et la dynamique du phénomène d'antisémitisme scolaire depuis 2023, dont les chiffres du SPCJ/ministère de l'Intérieur ne donnaient qu'une vision lointaine. Évidemment, ils ne sauraient pour autant être considérés comme une vue exhaustive sur le phénomène – une partie de ses manifestations échappant toujours à l'objectivation.

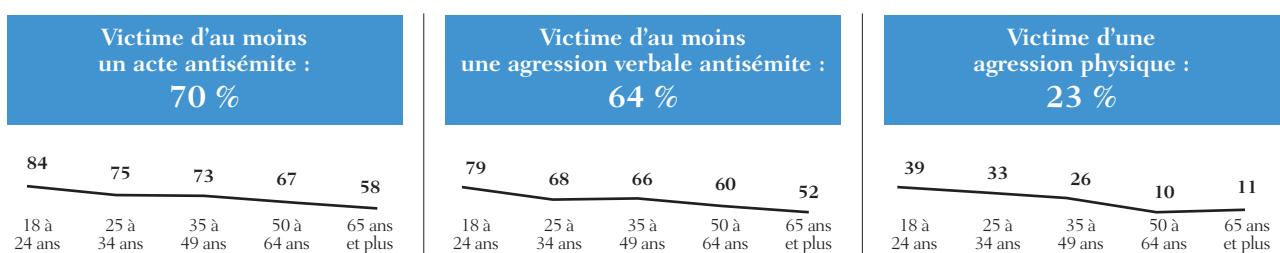
1. La catégorie « milieu scolaire » du SPCJ comprend tous les établissements d'enseignement non communautaires. Elle est subdivisée en quatre sous-catégories : primaire, collège, lycée et enseignement supérieur. Dans les paragraphes qui suivent, nous nous concentrerons uniquement sur le primaire et le secondaire et soustrayons donc de nos données les chiffres du SPCJ relatifs à l'enseignement supérieur.
2. Les chiffres du premier trimestre (septembre-novembre) de l'année scolaire 2024-2025, rendus publics le 13 février 2025 par la ministre de l'Éducation nationale, font état de 477 signalements d'actes antisémites sur 973 actes racistes et antisémites signalés, ce qui situe les actes antisémites à l'école durant les premiers mois de l'année scolaire au même niveau, en volume et en proportion des actes racistes et antisémites, que l'année précédente.
3. De manière marginale, les actes antisémites recensés par le ministère de l'Éducation nationale ne concernent pas des élèves, mais des professeurs ou du personnel d'encadrement.

Pour tenter d'appréhender ce « chiffre noir¹ » de l'antisémitisme scolaire, on peut utilement se reporter à l'enquête *Radiographies de l'antisémitisme en France* que la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) et l'American Jewish Committee (AJC) France réalisent avec l'Ifop tous les deux depuis 2020². Dans l'enquête de 2020, les juifs de 18-24 ans représentaient ainsi la cohorte générationalle de la

population juive globale ayant été la plus confrontée à des agressions verbales ou à des agressions physiques antisémites. Le pourcentage de jeunes juifs ayant déjà été victimes d'une agression verbale antisémitique était supérieur de 15 points à la moyenne, et le pourcentage de jeunes juifs ayant déjà été victimes d'une agression physique antisémitique supérieur de 16 points.

L'expérience d'actes antisémites (selon l'âge)

Question : Au cours de votre vie, avez-vous, en raison de votre appartenance à la communauté juive, fait personnellement l'objet... ?



Source : *Radiographie de l'antisémitisme en France*, Fondapol/AJC France, 2020.

Parallèlement, l'espace scolaire ou périscolaire³ apparaissait en 2020 comme le deuxième lieu d'exposition à des agressions verbales (injures ou menaces) antisémites : 54 % des juifs victimes d'au moins une agression verbale antisémitique rapportaient ainsi qu'elle avait eu lieu à l'école, contre 55 % dans la rue, 46 % sur le lieu de travail ou encore 36 % dans les transports en commun. Toujours en 2020, l'espace scolaire apparaissait également comme le deuxième lieu – à égalité avec les transports en commun – d'exposition à des agressions physiques antisémites : 26 % des juifs victimes d'au moins une agression physique antisémitique rapportaient ainsi qu'elle avait eu lieu à l'école, contre 59 % dans la rue, 12 % dans un bar, restaurant ou lieu festif, ou encore 11 % dans un lieu

public (parc, square, etc.). Cette prépondérance de l'espace scolaire comme lieu d'exposition des juifs à l'antisémitisme se confirmait dans la *Radiographie de l'antisémitisme* de la Fondapol/AJC de 2022. Dans cette nouvelle enquête, 60 % des juifs ayant été victimes d'agression verbale antisémitique l'avaient été dans le cadre scolaire ou périscolaire, faisant cette fois de l'école le premier espace social d'exposition à l'antisémitisme devant la rue (50 %), et même les réseaux sociaux (42 % – « lieu » d'exposition non testé en 2020).

Cette tentative de cerner les contours de l'antisémitisme scolaire et de son évolution par des chemins de traverse, comme les enquêtes de victimisation, doit beaucoup à la réticence des pouvoirs publics à

1. L'expression « chiffre noir » désigne la différence entre les actes réels et les actes recensés et englobe donc les « actes cachés ». Soit, dans notre contexte, l'ensemble des actes antisémites ne donnant pas lieu à des plaintes ou des dénonciations, par négligence, sentiment d'inutilité de la plainte, incapacité des témoins à reconnaître l'antisémitisme, etc.
2. En raison de l'interdiction de statistiques ethniques ou religieuses en France, l'Ifop procède, pour l'enquête de 2020, à partir d'un échantillon de 505 Français se déclarant de confession ou d'origine juive (un parent au moins de confession ou de culture juive) tiré d'un échantillon représentatif de la population française de 33 670 personnes. Pour l'enquête de 2022, le sous-échantillon « juif » est de 521 personnes sur un échantillon représentatif de la population française de 34 800 personnes.
3. « L'espace scolaire » retenu par l'Ifop dans ces enquêtes pour la Fondapol/AJC inclut également l'université.

communiquer sur ce thème. Il est, en effet, regrettable qu'il ait fallu attendre l'explosion post-7-Octobre de l'antisémitisme en général et de l'antisémitisme scolaire en particulier pour que le ministère de l'Éducation nationale, dont le haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS) a charge de les centraliser et d'en établir le décompte, rende enfin publiques des données réclamées depuis longtemps par les chercheurs et les associations représentatives du judaïsme français, et qui auraient été plus qu'utiles pour objectiver un phénomène qui n'a pas été découvert en 2023. Il y a plus de vingt ans, le rapport Obin notait déjà que « si le racisme le plus développé dans la société reste le racisme antimaghrébin, ce n'est plus le cas dans les établissements scolaires, où il a été très nettement supplanté par le racisme anti-juif. Il est, en effet, sous nos yeux, une stupéfiante et cruelle réalité : en France, les enfants juifs – et ils sont les seuls dans ce cas – ne peuvent plus de nos jours être scolarisés dans n'importe quel établissement¹. »

Une meilleure connaissance de l'évolution de l'antisémitisme scolaire depuis vingt ans aurait également aidé à objectiver un autre phénomène que le rapport Obin relevait lui aussi, à savoir la déscolarisation des enfants juifs de l'école publique : « Ces agressions, parfois ces persécutions – écrivait-il – ont notamment pour effet le regroupement des élèves d'origine juive, dont la sécurité n'est plus assurée dans nombre d'établissements publics, dans des établissements privés². » Car il importe de noter, pour aussi paradoxale que cela paraisse, que l'explosion de l'anti-

sémitisme depuis le 7-Octobre que permettent d'objectiver les chiffres du ministère de l'Éducation nationale a lieu dans une école publique que les élèves juifs n'en finissent plus de quitter depuis plusieurs années.

Les pouvoirs publics avaient proposé de conduire un audit sur la « déscolarisation des enfants juifs de l'école publique », avec l'ambition de mener une enquête sur l'ampleur de ce phénomène³. Annoncé en 2019 par le président de la République, cet audit n'a à ce jour pas encore abouti. Approfondir les investigations en cas de déscolarisation d'une école publique comme solution trouvée par les familles à un problème d'antisémitisme est un enjeu primordial d'identification des manquements de l'école républicaine dans sa fonction d'accueil universel. Manquement que l'institution scolaire répercute, mais dont elle n'est évidemment pas seule responsable.

En l'absence d'audit, la tentative d'objectivation de ce phénomène de déscolarisation des enfants juifs de l'école publique prend des voies détournées. La plus courante consiste à insister sur le dynamisme de l'école privée juive. Les chiffres du Fonds social juif uniifié (FSJU), qui coordonne l'enseignement privé confessionnel juif, font ainsi état d'une hausse de plus de 10 % du nombre d'enfants accueillis dans les écoles juives ces dix dernières années, et de plus de 48 % depuis l'année 2000. Selon Patrick Petit-Ohayon, ancien directeur de l'action scolaire du FSJU, deux faits notables s'ajoutent, depuis le 7-Octobre, à cette dynamique de fond : l'arrivée d'élèves dans le privé juif en cours de cycle, et non

1. « Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires », rapport présenté par Jean-Pierre Obin au ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, juin 2004. Avant cette conclusion, le rapport notait à propos de l'antisémitisme dans les établissements scolaires « l'ampleur et la gravité du phénomène » qui prenait deux formes principales : d'une part, une « banalisation, parfois dès le plus jeune âge, des insultes à caractère antisémite » qui semblait « peu émouvoir les personnels et responsables » et, d'autre part, la multiplication des « insultes, menaces, agressions à l'encontre d'élèves juifs ou présumés tels, à l'intérieur comme à l'extérieur des établissements » légitimées par « les événements du Proche-Orient ainsi qu'une sourate du Coran » et qui pouvaient aller jusqu'à « assumer les persécutions ou l'extermination des juifs » (« Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires », rapport cité, 2004, pp. 22-23).

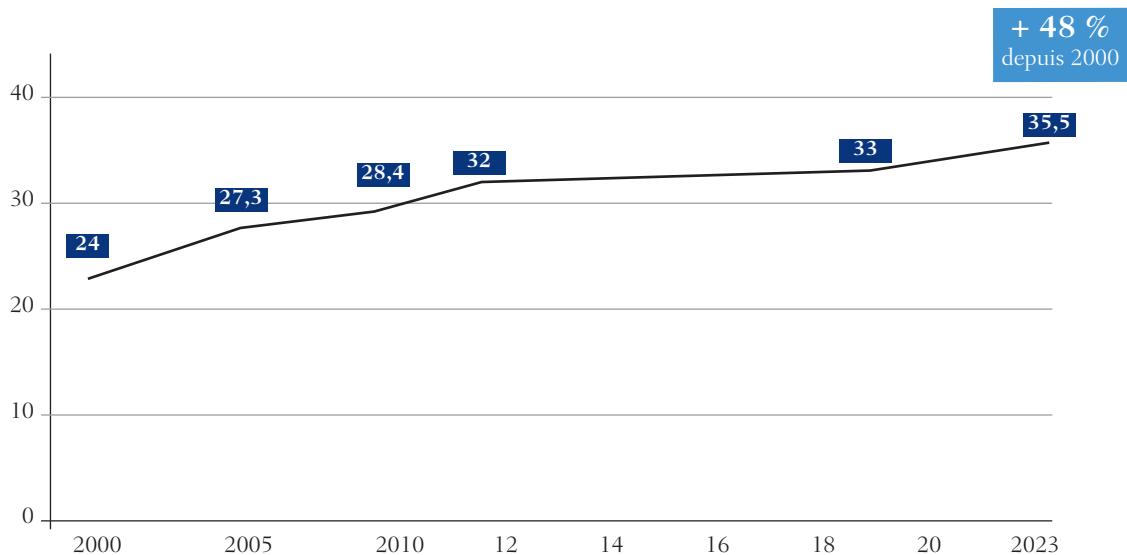
2. Le rapport faisait même remonter ce phénomène de déscolarisation aux années 1990, mentionnant le cas d'un principal d'un collège de Lyon « obligé d'organiser – après tous les autres – le départ en cours d'années des deux derniers élèves juifs de son établissement ». Jean-Pierre Obin est revenu sur ce thème en 2016 pour expliquer comment il avait été conduit à explorer cette problématique pour décrire les réactions que l'antisémitisme scolaire suscitait au début des années 2000 : la dissimulation par les élèves de leur judéité, « la résignation, voire l'indifférence, de beaucoup d'enseignants et de responsables ». Il mentionne également quelques réactions hostiles qui se manifestèrent à la suite de son rapport au sein même de l'inspection générale « sous la forme du déni ou de la relativisation de la gravité de certains faits, et de l'accusation implicite d'"islamophobie" à mon encontre ». Voir « La déscolarisation des élèves juifs de l'enseignement public français », dans Dominique Schnapper, Paul Salmona et Perrine Simon-Nahum, *Réflexions sur l'antisémitisme*, Paris, Odile Jacob, 2016, pp. 207-214.

3. « Lutte contre l'antisémitisme : ce qu'il faut retenir des annonces de Macron au dîner du Crif », *Le Monde* avec AFP, 20 février 2019.

plus à l'occasion du passage de la primaire au collège ou du collège au lycée, et la croissance des écoles primaires au sein du réseau des écoles juives. Ainsi, 20 des 32 nouvelles classes ouvertes à la rentrée 2024

dans le privé juif (contre 22 nouvelles classes, tous niveaux confondus, pour les rentrées 2023 et 2022) sont des classes de primaire¹.

Évolution du nombre d'élèves dans les écoles juives en France, sous et hors contrat (en milliers)



Source : Fonds social juif unifié.

Une fois encore, cette dynamique de l'enseignement privé juif – qui regrouperait aujourd'hui 35 500 élèves sur un total estimé entre 80 et 100 000 enfants juifs en âge d'être scolarisés – ne donne pourtant qu'une vue partielle et imprécise du phénomène de déscolarisation des élèves juifs des écoles publiques. D'abord parce que l'inscription dans une école privée juive peut répondre à d'autres logiques que celle d'une sécurisation des élèves juifs ayant été confrontés à l'antisémitisme présent au sein de l'école publique². Ensuite parce que les déscolarisations liées à l'antisémitisme peuvent donner lieu à des

changements d'établissements au sein du réseau des écoles publiques (à la suite de déménagements volontaires ou de « déplacements » pour sécurisation aménagés par les rectorats), ou plus souvent par des rescolarisations dans des écoles privées non juives. Parce que l'antisémitisme vécu en France, et notamment à l'école, peut conduire certaines familles à quitter la France³. Enfin parce que les écoles privées juives sont elles-mêmes confrontées à d'autres formes de menaces antisémites que celles qu'éprouvent les élèves juifs au sein de l'école publique. Si la scolarisation dans les écoles publiques peut se traduire

1. Sylvie Lecherbonnier, « Avec la montée de l'antisémitisme, des écoles juives en plein essor », *Le Monde*, 3 octobre 2024.
2. Voir Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem ? op. cit.*, 2016, chap. 4, pp. 101-106. L'auteur écrit : « Ce choix [de la scolarisation des enfants dans le privé juif] est bien entendu également nourri par la volonté de donner à ses enfants une éducation religieuse, mais l'insécurisation ressentie pèse d'un poids déterminant et provoque de vrais cas de conscience pour les familles les plus attachées à l'école publique. »
3. Dans son livre enquête de 2016, Jérôme Fourquet avait fait ressortir que l'insécurité vécue en France était de loin le premier motif de départ des Français juifs vers Israël (Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem ?, op. cit.*, 2016, pp. 195-197), et il précisait : « Le fait d'envisager sérieusement l'alya est pratiquement trois fois plus répandu parmi les personnes ayant des enfants scolarisés que parmi les interviewés n'en ayant pas. Tout se passe comme si le fait d'avoir des enfants incitait au départ dans l'optique de les protéger. » (*Ibid.*, p. 205). Rappelons que, selon les chiffres de l'Agence juive, près de 70 000 personnes ont quitté la France pour Israël entre 2000 et 2022 (sans qu'on ne dispose de chiffres sur les retours). L'alya ne représente elle-même qu'une partie des expatriations des Français juifs qui s'en vont également vers l'Angleterre, le Canada ou les États-Unis.

pour les élèves juifs par une confrontation à des phénomènes antisémites relevant de logiques de discrimination, d'ostracisation, de harcèlement ou de violences juvéniles, la scolarisation dans les écoles juives les confronte à des menaces d'une autre nature : incendies, attaques, attentats, agressions, etc.

Entre le marteau de l'antisémitisme « discriminatoire » subi à l'école publique et l'enclume de l'antisémitisme « persécuteur » qui a fait des écoles juives une cible privilégiée, les enfants juifs français et leurs familles errent de plus en plus désespérément, à la recherche d'une quiétude disparue.

L'expérience scolaire d'élèves juifs après le 7-Octobre : une hostilité antijuive envahissante sur fond de diabolisation des juifs

— Valérie Boussard

Résumé

L'expérience scolaire d'élèves juifs et juives depuis le 7-Octobre se caractérise par une très grande homogénéité, avant tout marquée par une hostilité antijuive envahissante. Elle prend quatre formes qui, la plupart du temps, se cumulent : d'une part, un antisémitisme franc, marqué par l'utilisation du signifiant « juif » et ses dérivés, associé à des préjugés diffamants ; d'autre part, une hostilité déplacée sur Israël, où la figure du juif est assimilée à celle, diabolisée et détestée, d'Israël. Ces manifestations d'hostilité passent par des formes directes et explicites, mais aussi par des modes détournés : une hostilité ordinaire, euphémisée, lors des interactions quotidiennes sous la forme de moqueries et blagues, participant à la stigmatisation des élèves juifs, et une hostilité sourde, ressentie par les élèves interviewés, alors même qu'elle se passe de mots à leur encontre, mais manifestant leur ostracisation. L'hostilité déplacée sur Israël, mais reportée sur les juifs, vus comme collectivement coupables, est la forme qui absorbe toutes les autres depuis le 7-Octobre.

Des facteurs d'âge, de degré d'ethnicisation, des relations à l'école, de tensions et violences scolaires, comme la position des enseignants à propos du 7-Octobre et ses suites, expliquent les variations de cette hostilité antijuive, depuis les cas où elle est

inexistante jusqu'aux cas où elle est intense et problématique.

Face à cette hostilité, et pour s'en protéger, les élèves tentent de s'effacer : en cachant leur judéité ou leurs rapports à Israël et en prenant soin de ne pas répondre aux interpellations et accusations de leurs camarades, souvent dirigés contre eux à travers la figure d'Israël. Ceux qui, souvent les plus âgés, sont tentés de prendre la parole pour se défendre et rétablir leur vision des faits font l'expérience de discussions impossibles et de débats inutiles devant les convictions fermées de leurs camarades. Ils arrêtent alors assez vite ces tentatives et s'enferment dans le silence. On peut noter que ces tactiques d'effacement visent à supprimer les agressions verbales ou physiques individuelles, mais ne suppriment pas l'hostilité ambiante.

Cette hostilité, dans les trente entretiens, ne prend qu'exceptionnellement la forme d'incidents physiques. Il s'agit essentiellement d'incidents langagiers (insultes, blagues, interpellations, accusations, diffamations, etc.) ou infra-langagiers (regards, attitudes, ostracisation, etc.). Ceux-ci ne donnent qu'exceptionnellement prise pour un signalement ou une plainte. L'hostilité est difficile à faire reconnaître pour ce qu'elle est, antisémite. Cette qualification d'antisémitisme est un défi pour les élèves, mais elle fait aussi l'objet d'une cécité, volontaire ou non, de la part des enseignants.

Méthodologie :

Interviews de trente élèves juifs et juives, scolarisés dans toute la France, en école publique ou privée (non juive). Entretiens enregistrés et intégralement retranscrits, analysés en comparaison de trente autres entretiens déjà réalisés avec des étudiants juifs et juives à l'université¹.

Extraits :

« Je n'ai pas voulu le dire tout à l'heure, mais il y a des personnes dans une autre classe de 6^e qui font des signes d'Hitler. » Noah, 11 ans

« Après, c'est un exemple isolé, mais moi je sais que sur un groupe de soirée, il y a un mois et demi, sans raison, dans un vocal exprimé devant 80 personnes, il y avait quelqu'un qui avait dit "nique les juifs". Et j'avais trouvé ça un peu... Enfin, avec trente personnes qui avaient liké le message, je trouvais ça un peu violent. » Thibaut, 15 ans

« Ils me disent "T'es pour qui ? T'es pour la Palestine ou l'Israël ? T'es pour qui ?" et tout, et ça m'embête ça. Il dit, "moi, je suis pour la Palestine, parce qu'Israël a commencé". » Hilary, 8 ans

« Ça se passe plutôt bien, même si des fois, il y a des petites remarques parce que je suis juif et tout. Pas tout de suite sur moi, mais plutôt sur la race. C'est plutôt sur le peuple juif. Par exemple, des fois, ils me disent que je suis un train [pour Auschwitz]. » Ilan, 13 ans

« Oui, des fois, on me pose des questions et ça me met un peu mal à l'aise parce que soit je ne sais pas y répondre, soit je me dis comment ils peuvent penser ça. À un moment, il y a quelqu'un qui me demande "Pourquoi vous faites un génocide ?". » Léa, 15 ans

« Après, si on ne le dit pas [qu'on est juif], je trouve que ça ne change rien. » Claudia, 14 ans

« Alors déjà, il faut savoir qu'à partir du 7-Octobre, il a commencé à y avoir des tensions dans ma classe l'année dernière. [...] Avant, on était un peu tous soudés. On ne faisait pas gaffe aux religions, aux trucs. Et en fait, ça a vraiment créé des clans dans la classe. [...] c'était tous ceux qui soutenaient la Palestine, en mode, on était tous ensemble, on est contents, on est joyeux. Et eux [les juifs], on les met un peu de côté. » Sarah, 15 ans

1. Valérie Boussard, « Mais de quoi se plaignent-ils ? Enjeux de qualification de l'hostilité antijuive à l'université », *Revue K. L'Europe, les Juifs, le xxI^e siècle*, 23 octobre 2024.

Que peut-on dire des formes que l'antisémitisme prend à l'école depuis le 7-Octobre ? C'est à cette question que répond cette étude, en partant de l'expérience scolaire ordinaire de trente élèves juifs et juives, scolarisés dans toute la France, en école publique ou privée (non juive). Ces élèves, vingt filles et dix garçons, en primaire (douze) et au collège (dix-huit), ont été interviewés par Noé pour la jeunesse pour le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) au deuxième semestre 2024. L'échantillon a été constitué par volontariat, principalement dans une colonie de vacances juive et par effet boule de neige. Il s'agissait pour les élèves de raconter ce qui avait changé pour eux depuis le 7-Octobre. Les entretiens ont tous été enregistrés et intégralement retranscrits. Ils ont ensuite été analysés en comparaison de trente autres entretiens déjà réalisés avec des étudiants juifs et juives à l'université, relatant eux aussi leur expérience étudiante depuis le 7-Octobre et les changements perçus par rapport à la période antérieure¹. Les catégories d'analyse identifiées et utilisées pour décrire l'expérience étudiante ont été mises à l'épreuve pour saisir l'expérience scolaire en primaire et collège, et complétées au besoin. Contrairement à la première enquête à l'université dans laquelle une ethnographie fine de l'établissement dans lequel étudiaient 80 % des interviewés avait été réalisée, dans cette enquête sur l'école, aucune des écoles n'a fait l'objet d'un travail d'enquête en soi. Les entretiens sont donc analysés avec pour seul contexte la caractéristique de l'école (publique/privée), la ville (et l'arrondissement pour Paris) et les descriptions subjectives qu'en donnent les élèves. Malgré la variété des contextes de scolarisation (vingt-sept écoles différentes), on peut noter une très grande homogénéité des expériences scolaires de ces trente élèves juifs.

Celle-ci se caractérise avant tout par l'expérience d'une hostilité antijuive envahissante depuis le 7-Octobre. Elle concerne vingt élèves sur les trente. Elle prend quatre formes qui, la plupart du temps, se cumulent : d'une part un antisémitisme franc, marqué par l'utilisation du signifiant « juif » et ses dérivés, associée à des préjugés diffamants ; d'autre part, une hostilité déplacée sur Israël, où la figure du juif est assimilée à celle, diabolisée et détestée, d'Israël. Ces manifestations d'hostilité

passent par des formes directes et explicites, mais aussi par des modes détournés : une hostilité ordinaire, euphémisée, lors des interactions quotidiennes sous la forme de moqueries et blagues, participant à la stigmatisation des élèves juifs, et une hostilité sourde, ressentie par les élèves interviewés manifestant leur ostracisation alors même qu'elle se passe de mots à leur encontre. L'hostilité déplacée sur Israël, mais reportée sur les juifs, vus comme collectivement coupables, est la forme qui absorbe toutes les autres depuis le 7-Octobre.

Des facteurs d'âge, de degré d'ethnicisation des relations à l'école, de tensions et violences scolaires comme la position des enseignants à propos du 7-Octobre et ses suites expliquent les variations de cette hostilité antijuive, depuis les cas où elle est inexistante jusqu'aux cas où elle est intense et problématique.

Face à cette hostilité, et pour s'en protéger, les élèves tentent de s'effacer : en cachant leur judéité ou leurs rapports à Israël et en prenant soin de ne pas répondre aux interpellations et accusations de leurs camarades, souvent dirigés contre eux à travers la figure d'Israël. Ceux qui, souvent les plus âgés, sont tentés de prendre la parole pour se défendre et rétablir leur vision des faits, font l'expérience de discussions impossibles et de débats inutiles devant les convictions fermées de leurs camarades. Ils arrêtent alors assez vite ces tentatives et s'enferment dans le silence. On peut noter que ces tactiques d'effacement visent à supprimer les agressions verbales ou physiques individuelles, mais ne suppriment pas l'hostilité ambiante.

Cette hostilité, dans les trente entretiens, ne prend qu'exceptionnellement la forme d'incidents physiques. Il s'agit essentiellement d'incidents langagiers (insultes, blagues, interpellations, accusations, diffamations, etc.) ou infra-langagiers (regards, attitudes, ostracisation, etc.). Ceux-ci ne donnent qu'exceptionnellement prise pour un signalement ou une plainte. L'hostilité est difficile à faire reconnaître pour ce qu'elle est, antisémite. Cette qualification d'antisémitisme est un défi pour les élèves, mais elle fait aussi l'objet d'une cécité, volontaire ou non, de la part des enseignants.

Depuis le 7-Octobre : une expérience d'hostilité antijuive envahissante

Pour dix des élèves interviewés, rien ne semble avoir changé pour eux depuis le 7-Octobre. Ils aiment leur école, ils s'y sentent bien, entourés d'amis et d'enseignants en qui ils ont confiance. À l'exception de l'un d'entre eux, ils ne cachent pas leur judéité. En revanche, la situation est bien différente pour les vingt autres qui ont tous fait état d'un climat hostile centré sur leur identité juive, ce qui les amène à catégoriser leurs camarades en fonction du couple d'opposés gentils/méchants. Ainsi Hilary (8 ans) explique qu'une camarade lui a posé des questions sur la guerre au Proche-Orient, mais « c'est pas pour être méchante, c'est pour savoir comment moi j'ai vécu, comment les gens de ma religion ont vécu. C'est pas pour être méchante ce qu'elle fait a fait, c'est pour être gentille ».

De la même façon, Louanne (9 ans) identifie parmi ses camarades celles qui, à propos de la guerre, auront un comportement amical et craint que d'autres lui soient plus hostiles :

« Je [parle de la guerre avec mon amie, juive aussi] et quand je dis à ma copine que je parle un peu de ça, après, des gens, ils me disent, t'es juive, et moi, je leur réponds oui. Mais je sais qu'elles vont pas se moquer de moi parce qu'elles sont sympas avec moi. [...] j'ai quand même un peu peur qu'on se moque de moi ou qu'on tape. »
(Louanne, 9 ans)

Léa, 15 ans, se plaint d'avoir été interpellée, dans son collège, à propos de la guerre et d'avoir fait face à de la méchanceté :

« Depuis le 7-Octobre, dans mon quotidien, il y a souvent des gens qui me posent des questions, qui me demandent, déjà si je suis juive [...]. Bah, bizarrement, avant on se parlait pas et maintenant ils viennent me parler souvent, enfin des fois pour

me dire des choses méchantes. Même comme on a un peu des idées différentes. » (Léa, 15 ans)

C'est également le cas de Shirel :

« Je ne suis pas là-bas, je ne fais pas la guerre. Je ne vois pas pourquoi ce sujet devrait me concer-ner, même si je suis juive. Je ne vois pas pourquoi ils viennent me parler à moi. » (Shirel, 14 ans)

Comme le montrent les quatre extraits d'entretiens précédents, c'est bien en tant que juives que ces élèves se sentent visées par l'attitude de leurs camarades d'école. Elles comprennent être identifiées comme juives et que, de cette catégorisation, découle une forme d'animosité envers elles. L'analyse approfondie des entretiens montre que cette hostilité antijuive prend différentes formes allant d'expressions antisémites les plus franches à la mise en accusation au nom de la diabolisation d'Israël, en passant par des remarques ordinaires sournoises ou des comportements qui se passent de parole.

L'analyse des entretiens confirme les résultats de l'enquête sur l'antisémitisme à l'école menée par Michel Wieviorka en 2005 qui indiquaient que « c'est à la croisée d'interactions localisées, et de conflits planétaires que l'antisémitisme entre élèves fraye son chemin¹ ». À l'époque, le 11 septembre 2001, la guerre en Irak et le conflit israélo-palestinien autour de la seconde Intifada constituaient les conflits planétaires évoqués. Depuis le 7-Octobre, la guerre au Proche-Orient semble avoir absorbé ces autres conflits. Présenté comme le conflit *princeps*, celui dont la cause embrasse toutes les causes², il semble dans le même temps avoir élargi sa capacité à mobiliser.

Antisémitisme franc

La première forme d'hostilité antijuive est perçue très directement par les élèves juifs car elle a recours au signifiant « juif » sans détour, de façon péjorative et essentialisante. L'antisémitisme y est ici franc et ne cherche même pas à se masquer. L'expression « sale juif » ou « sale juive » a ainsi été entendue par quatre

1. Michel Wieviorka (dir.), *La tentation antisémite. Haine des juifs dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont, 2005, p. 658.
2. Voir Eva Illouz, *Le 8-Octobre. Généalogie d'une haine vertueuse*, Paris, Gallimard, coll. « Tracts », n°60, 2024.

des élèves interviewés, tous au collège. Elle a pu leur être adressée directement ou à l'un de leur camarade, comme être entendue dans la cour selon le récit de David :

« J'ai déjà entendu un "sale juif". Non, pas contre moi, contre quelqu'un d'autre que je ne connaissais pas, qui était plus grand que moi. » (David, 13 ans)

Cette expression s'accompagne de préjugés antisémites les plus primaires. Ainsi, Lisa (15 ans), qui s'est par ailleurs déjà fait traiter de « sale juive », est perçue comme méchante parce que juive, alors qu'Esther se voit demander si elle est riche car elle est juive :

« J'ai eu une fois, j'étais en cours, et un garçon m'a dit "ouais, t'as des lunettes et t'es juive, t'as un air méchant". Donc ce n'était pas très gentil. » (Lisa, 15 ans)

« Il y a un garçon de ma classe qui est venu me voir, qui m'a dit : "Est-ce que tu es juive ? Est-ce que tu as de l'argent ? Est-ce que tu es riche ?" J'étais un peu gênée, [...] j'étais gênée un peu parce que c'est... C'est bizarre de poser cette question tout court. » (Esther, 12 ans)

Le recours à la figure fantasmée du juif sert donc à attaquer les élèves juifs, en niant leur individualité et en les englobant dans un tout, honni. C'est cet antisémitisme qu'entend Deborah (11 ans) de la part d'une camarade qu'elle avait pourtant prise sous son aile en l'aidant en classe :

« Ça m'a vraiment choquée [...]. En cours d'anglais comme ça, il y a quelqu'un qui lui dit quelque chose du style : "Tu sais que celle qui t'aide, elle est juive ?" Et la fille... [...] elle dit : "Non, mais de toute façon, moi, je n'aime pas les juifs." » (Deborah, 11 ans)

Cet exemple est exceptionnel, Deborah expliquant que l'amie en question est « sans filtre ». De fait, à part « sale juif », une parole antisémite aussi débridée et adressée à un élève en particulier est unique dans les trente entretiens. La plupart des propos haineux sont plutôt globaux et non ciblés. Comme les « sales juifs » lancés dans une cour de récréation, les croix gammées gravées sur des chaises ou les menaces de mort aux juifs diffusés par voie numérique (Thibaut, 14 ans, ou Raphaël, 13 ans). Dans tous les cas, les élèves juifs qui

en sont les témoins en sont choqués. Par exemple, Thibaut (14 ans) explique qu'il a trouvé le « Nique les juifs » diffusé sur un groupe WhatsApp « violent », d'autant plus que « trente personnes avaient liké le message ». Ainsi, même si le propos est général et ne les cible pas individuellement, les élèves ressentent par ces interpellations et menaces globales une hostilité envers les juifs, qui les touche par définition.

Hostilité ordinaire

L'une des particularités de l'hostilité antijuive est qu'elle passe aussi par des formes euphémisées, lors des interactions quotidiennes. Dans un univers d'enfants et d'adolescents où les moqueries et blagues sont courantes, certaines remarques, dites sur le ton de l'humour, ont pourtant un effet de stigmatisation des élèves juifs.

Par exemple, Hilary (8 ans) raconte qu'un de ses camarades de classe « a dit le week-end dernier que j'étais partie en Israël, alors que pas du tout ». Cette affirmation, une plaisanterie, a une charge émotionnelle forte pour Hilary qui voit bien à quel point elle l'assigne à sa judéité, d'une part, et à son rapport à Israël, d'autre part.

Les élèves interviewés rendent compte de nombreuses situations où leurs camarades se sont adressés à eux, sous forme de blague, pour leur rappeler leur identité. C'est par exemple le cas d'Ilan, qui l'a vécu plusieurs fois :

« Des fois, il y a des petites remarques parce que je suis juif et tout. Pas tout de suite sur moi, mais plutôt sur la race. C'est plutôt sur le peuple juif. Par exemple, des fois, ils me disent que je suis un train [pour Auschwitz]. Des fois, il y en avait un [...] qui me disait : "Pourquoi tu ne portes pas la kippa ?" » (Ilan, 13 ans)

Ces blagues peuvent être de très mauvais goût, avec des références, détournées, à la Shoah. De la même façon que les dessins de croix gammées, réalisés « pour rire ». Deborah et Claudia donnent deux exemples de ces plaisanteries particulièrement écoulées, mais toujours aussi violentes. Comme on le constate, Deborah et Claudia ne sont pas dupes du message implicite qui ne les réjouit pas du tout :

« Ils me disent souvent en sortant de l'école [Hitler aurait bien fait de terminer son travail]. J'ai l'impression que, parfois, ils le disent sous forme de blague, mais, moi, je trouve ça absolument pas drôle. » (Deborah, 11 ans)

« Le 7-Octobre, ça a vraiment amplifié ce qui se passait à l'école. J'ai des copains qui étaient des copains avant, et tous les matins ils me disent "ça gaze", juste pour rire, mais moi, je trouve ça pas drôle, je leur ai dit, ils continuent. » (Claudia, 14 ans)

Avec le conflit au Proche-Orient, les occasions de plaisanterie se renouvellent. Léa en signale une, sous la forme d'un jeu de mots avec son prénom, qui rend compte d'une lecture du conflit comme affrontement religieux :

« J'ai des potes qui font un peu des blagues au niveau de ça. En fait, ils pensent que ça me fait rire, parce que je rigole pour pas trop les mettre mal à l'aise, mais en fin de compte, ça me fait pas vraiment rire. Soit ils font des blagues, par exemple, ils jouent avec mon nom. Léa Ouakbar, ils disent Léa Ouakbar. Moi, ça ne me faisait pas rire, surtout qu'au départ, je n'avais pas compris. Souvent, ils font des blagues, mais moi, ça ne me fait pas du tout rire. » (Léa, 15 ans)

Pour Léa, comme pour d'autres élèves, cette blague n'est pas isolée, mais forme son quotidien. Un quotidien qui infuse, même sous couvert d'humour, un sentiment d'hostilité en leur rappelant qu'ils sont perçus comme juifs, cibles logiques de haine.

Hostilité déplacée sur Israël

La figure du juif telle qu'elle est invoquée dans les expressions antisémites franches ou ordinaires d'antisémitisme entendues après le 7-Octobre n'est pas détachable d'une nouvelle figure, diabolisée et détestée, celle d'Israël.

Depuis le 7-Octobre, et plus précisément les opérations israéliennes à Gaza, le sujet de la guerre au Proche-Orient est devenu omniprésent dans les discussions de cour d'école, notamment au collège. Très rapidement, ce ne sont pas les atrocités commises par le Hamas en Israël le 7-Octobre qui

alimentent les conversations, mais les critiques d'Israël, en particulier avec les accusations de « génocide », « crimes de guerre », « nettoyage ethnique », « apartheid ». C'est ce que relate bien Thibaut (14 ans) :

« [Après le 7-Octobre], il y avait de l'incompréhension du côté de mes amis qui étaient tristes, mais qui... enfin, tristes en tout cas, peut-être ni indifférents ni tristes, mais en tout cas qui... qui comprenaient ce qui est arrivé le 7-Octobre, mais qui très vite ont changé de position et se sont rabattus sur, dès le début, la question du génocide, les crimes de guerre, [...] il y avait toujours le même langage qui revenait, c'était "génocide", "apartheid", "nettoyage ethnique", donc, très vite, ces mots-là, ils les connaissaient. » (Thibaut, 15 ans)

Claudia (14 ans) signale que les élèves parlaient tout le temps du conflit dans sa classe et qu'il y avait « des "Free Palestine" à toutes les portes ». De la même façon, après le 7-Octobre, les réseaux sociaux sont inondés de contenus en rapport avec la guerre, prenant position pour Gaza et la Palestine, contre Israël, vu comme un État particulièrement criminel :

« Je vois beaucoup dans les *stories* des personnes, "Free Gaza", "Free Palestine", ou "les Israéliens ont tué plein de bébés à Gaza", etc., en Palestine. » (Claudia, 14 ans)

Ainsi, dans les récits des élèves juifs, ce n'est pas seulement la guerre qui envahit les conversations quotidiennes, mais une vision particulière du conflit. Les contenus médiatiques, qu'ils proviennent des médias classiques ou des réseaux sociaux, comme certainement aussi les discussions familiales, importent à l'école une représentation diabolisée d'Israël. Cette représentation est exprimée, dans les termes des enfants, par l'opposition entre deux camps, celui du bien et celui du mal. Ils saisissent qu'Israël est vu comme le mauvais camp, le camp des « méchants ». C'est ce que les élèves juifs entendent dire de la part de leurs camarades non juifs, comme parfois aussi de la part de certains enseignants :

« Oui, les autres élèves, ils parlent de ça [le conflit]. Et après, moi, quand j'entends, il y a des élèves qui disent que c'est la faute d'Israël que ça a commencé. » (Louanne, 9 ans)

« Il y en a, ils disent que c'est Israël qui a attaqué en premier, des choses comme ça. » (David, 13 ans)

« En fait, ils [les profs d'histoire-géo] faisaient clairement penser dans leurs paroles qu'ils étaient contre Israël. Ils disaient que c'était eux les méchants. » (Léa, 15 ans)

Dès lors, ils comprennent qu'Israël est représenté comme le mauvais objet, une figure à détester. Une détestation qui se sent suffisamment légitime pour être exprimée en classe, y compris devant les enseignants, comme le raconte, par exemple, Manon :

« Mais même quand on a fait une écriture avec le son *i*, on devait écrire Israël, eux, ils ne l'ont pas écrit parce qu'ils n'aimaient pas Israël. » (Manon, 8 ans)

D'après les récits des élèves interviewés, une fois ces deux camps et la logique manichéenne du conflit établis, dans une logique de leur âge, les élèves poussent chacun à choisir son camp, pour fustiger ceux qui se placeraient dans le mauvais. Mais dans ce jeu, les élèves juifs racontent être particulièrement visés et sommés de se déclarer :

« Et quand on me demande pour qui tu es, moi je ne réponds pas. Je dis que ça ne me concerne pas. » (Claudia, 14 ans)

« Ils me disent : "T'es pour qui ? T'es pour la Palestine ou l'Israël ? T'es pour qui ?" et tout, et ça m'embête ça. Il dit, moi, je suis pour la Palestine, parce qu'Israël a commencé... » (Hilary, 8 ans)

Comme on le voit dans la citation de Hilary, les élèves interviewés sont très gênés par ces questions. D'une part parce qu'elles s'adressent à eux en tant que juifs, en leur demandant de prendre position, alors même qu'ils sont choqués par les positions tenues par ceux qui les interpellent. C'est ce que manifeste par exemple Léa :

« Il y en a qui me demandent déjà si je suis juive, s'ils ne me connaissent pas, et ils me demandent un peu ce que je sais, moi, pour savoir un peu ce qu'ils savent. Eux, ils pratiquent souvent le contraire de ce que je pense. » (Léa, 15 ans)

D'autre part, cette injonction à prendre parti les dérange, car elle est ressentie comme un piège,

puisque l'élève les amène à se placer dans le mauvais camp.

« À chaque fois que je venais, ils venaient me voir et me disaient "T'en penses quoi du génocide en Palestine et tout ?" Ce qui se passe en Palestine, c'est horrible. » (Shirel, 14 ans)

« Mais c'est quand on a fini par m'en parler, me demander mon avis sur certaines situations. C'était au moment où on a commencé à me questionner sur ce qui se passait en Israël. Je devais justifier les comportements du gouvernement, ce que je ne défendais absolument pas, mais quand même on me l'a assigné [...]. Et donc je devais justifier des vidéos [démontrant le "génocide" ou autres crimes] dont moi-même je ne sais pas si elles étaient vraies ou si elles étaient fausses, tellement il y en avait. Et c'est à ce moment-là qu'ils me questionnaient... » (Thibaut, 15 ans)

On comprend le malaise des élèves interviewés qui saisissent très clairement les accusations formulées dans les questions. Ces injonctions à annoncer son camp sont ainsi très directement des mises en cause et diffamations individuelles au nom des crimes, odieux, imputés à Israël. Ce qui est, en effet, recherché par les questions semble être la confirmation de la prémissse « les juifs défendent Israël ». La prémissse initiale étant « Israël est "méchant" », par syllogisme l'affirmation « les juifs sont méchants » est construite. Deborah (11 ans), qui a déjà été traitée de « sale juive », raconte ainsi qu'elle a aussi été traitée de « sale Israélienne ». Et dans la cour, elle a également entendu : « Votre peuple c'est de la merde. »

Ces affirmations antisémites, essentialisant et diabolisant les juifs, sont clairement formulées à l'encontre d'élèves juifs, par exemple dans ces deux formules : « Pourquoi vous attaquez les hôpitaux à Gaza ? » (entendue par Ilan, 13 ans) ou « Pourquoi vous faites un génocide ? » (entendue par Léa, 15 ans). Le « vous », pronom pluriel, adressé à un élève singulier marque l'assignation à un collectif, ici celui des juifs, construit comme coupable. Il s'agit bien, comme dans l'accusation historique de déicide, de rendre l'individu juif responsable d'une faute attribuée au groupe social, les juifs, auquel il est identifié. Au-delà de l'accusation de crimes contre l'humanité et d'atteinte aux droits de l'homme, crimes suprêmes de

notre modernité, les accusations rejoignent les accusations historiques de *blood libel*. C'est ce qu'exprime Deborah (11 ans) en disant « [qu']ils pensent tous que je suis une assassin d'enfants ».

On peut remarquer que les accusations antisémites ici sont franches et sans détour. Il n'y a pas, comme cela a pu être observé dans les universités, de précaution prise pour préciser que les accusations sont envers les sionistes et non envers les juifs. Ici, pas de périphrase, ce ne sont pas les sionistes qui sont « méchants », mais les juifs. Le signifiant « sioniste » et ses dérivés n'apparaissent d'ailleurs dans aucun des trente entretiens.

Les propos tenus à propos de la guerre par les élèves non juifs sont aussi entendus comme des menaces. Car les propos anti-Israéliens sont, dans certains cas, une défense des actions du Hamas, au nom de « la résistance ». Les crimes commis en Israël le 7-Octobre sont alors justifiés, ce qui provoque chez les élèves juifs le sentiment d'être eux-mêmes en danger :

« Et ils ont commencé à tenir des propos du genre, mais des trucs honteux, je ne sais même pas si ça se dit, du genre, ouais, ils ont bien fait d'enlever les enfants juifs, ça en fera moins, je vais aller avec eux en Palestine pour aider à violer les femmes. Des propos terribles [...]. Et moi qui m'ont choquée, et en fait, je ne suis pas une personne qui me laisse faire, même si ça ne me visait pas moi directement, je me suis sentie directement concernée. » (Sarah, 15 ans)

« Mais dès le 7-Octobre, il y a eu des signes de manifestations pro-palestiniennes qui étaient plutôt... pro-Hamas avec des mots très durs, tenus envers... que j'entendais par des échos, on m'a pas fait face directement, mais des gens autour de moi en parlaient, affichaient des signes... affichaient des signes durs, et donc je me sentais un peu... un peu encerclé. » (Thibaut, 15 ans)

Deborah (11 ans) formule très directement ce qu'elle ressent comme une menace de mort, depuis le 7-Octobre :

« Maintenant, ils sont je vais dire plus méchants, entre gamins avec les juifs. Avant, c'était juste qu'ils étaient un peu réticents à nous parler et tout, parce que nous on était des ennemis, mais là c'est carrément, il faut nous bannir de la planète

en fait. [...] On m'a dit Hitler aurait bien fait de terminer son travail, ce que je prends comme ça. » (Deborah, 11 ans)

Tous les élèves juifs n'ont pas entendu des propos aussi extrêmes. Cependant, ils peuvent ne plus se sentir en confiance vis-à-vis de leurs camarades non juifs, dès lors que ceux-ci affichent un soutien à Gaza et aux Palestiniens, sans nuances. Les propos sur la guerre, mettant en cause Israël et ne commentant pas les actes commis par le Hamas le 7-Octobre, sont vécus comme une mise en danger individuelle :

« Il y a même des personnes [...] qui postent des "Free Gaza" ou quoi alors qu'elles ne savent pas de quoi elles parlent et j'ai plein de copines qui font ça. Donc c'est pas très cool vis-à-vis de moi et vis-à-vis de tous les juifs en fait. » (Lisa, 15 ans)

« Oui, des fois, on me pose des questions et ça me met un peu mal à l'aise parce que [...] je me dis comment ils peuvent penser ça. » (Léa, 15 ans)

Hostilité sourde

L'hostilité antijuive n'est pas toujours perçue à partir des prises à partie individuelles et ciblées. Elle peut être ressentie par les élèves interviewés alors même qu'elle se passe de mots à leur encontre. Ainsi, ils peuvent ne pas être individuellement visés, mais pourtant ressentir une animosité sourde. Ils saisissent de loin, dans les couloirs ou la cour, les conversations de leurs camarades, en particulier à propos de la guerre. Ils entendent et comprennent, soit intégralement, soit à demi-mot, que les propos échangés ne sont pas favorables à Israël et aux juifs. Ces paroles dans leur dos sont la première manifestation d'une mise à l'écart :

« Dans le collège, ils ne parlaient que de ça. À chaque fois que je passais dans un couloir, j'entendais tout le temps parler de ce sujet. Mais vers la fin, finalement, je me suis habituée. Les gens se sont un peu calmés du coup. Mais au début, oui, c'était pesant. » (Shirel, 14 ans)

« Ils en parlent [de la guerre], mais c'est un peu subtil. Si on comprend, c'est que ce n'est pas vraiment sympa ce qu'ils disent. » (Ilan, 13 ans)

Ils sentent aussi les regards qui sont portés sur eux. Des regards qui les jugent et les accusent, sans forcément que des paroles soient prononcées au même moment :

« J'ai eu beaucoup de regards. Il y avait beaucoup de personnes qui m'ont regardée mal, surtout des quatrièmes. » (Lisa, 15 ans)

« Mais je sentais qu'il y en avait qui, derrière, avaient des mauvaises impressions sur moi. » (Ilan, 13 ans)

« J'ai eu quelques problèmes [...]. Ce n'était pas des trucs très graves, c'est juste que, bon, des regards. » (Deborah, 11 ans)

Finalement, dans certains cas, les dénigrements sourds se transforment en ostracisation. Ce sont dès lors les attitudes de leurs camardes qui changent envers eux et les groupes d'amitiés qui se recomposent, en les laissant à l'écart :

« Pas ouvertement. Ça se sent, mais ils le disent pas en public, quoi. C'est-à-dire que je sens quand même qu'ils veulent plus trop me parler. » (Deborah, 11 ans)

« Alors déjà, il faut savoir qu'à partir du 7-Octobre, il a commencé à y avoir des tensions dans ma classe. Et qu'en fait, le 7-Octobre, vraiment, ça a marqué la fin de... J'ai envie de dire, avant, on était un peu tous soudés. On ne faisait pas gaffe aux religions, aux trucs. Et en fait, ça a vraiment créé des clans dans la classe. Limite, il y avait plus en mode... c'était tous ceux qui soutenaient la Palestine. En mode, on était tous ensemble, on est contents, on est joyeux. Et eux [ceux qui ne soutiennent pas la Palestine], on les met un peu de côté. » (Sarah, 15 ans)

L'hostilité antijuive en raison de la détestation d'Israël est la forme qui absorbe toutes les autres depuis le 7-Octobre

Pour les cas les plus problématiques, ce sont l'ensemble de ces formes d'hostilité qui se cumulent et créent vraiment un sentiment de peur, de malaise et de détresse. Claudia, Deborah, Lisa ou David font tous état dans leurs récits de ces formes simultanées et cumulées d'hostilité.

Mais dans la plupart des cas, c'est surtout l'hostilité déplacée sur Israël qui devient l'expérience scolaire ordinaire, y compris dans sa dimension sourde. Par exemple, Rachel (9 ans), dont une partie de la famille vit en Israël, a intériorisé l'idée qu'elle a potentiellement des ennemis à l'école :

« Il y a eu la guerre en Israël, quelques fois, [on en a parlé] mais en chuchotant. Parce qu'on n'a pas trop envie qu'on entende parce que peut-être il y en a qui ne sont pas du côté d'Israël. » (Rachel, 9 ans)

Elle n'a pourtant eu aucune remarque franchement antisémite, ni même de moqueries. Elle ne signale pas non plus de changements de sociabilité. Manon, du même âge, se souvient que, pendant l'année, des enfants se sont retournés vers sa rangée et ont crié : « Free la Palestine ! » Et elle ajoute : « Et moi, j'ai pas réagi du tout. Et dans ma rangée, il n'y avait pas spécialement... J'étais que la juive dans ma rangée. » Malgré son jeune âge, elle saisit bien qu'il y a une forme d'agressivité à son encontre, même si elle n'est pas individuellement visée et qu'elle ne raconte pas d'autres formes d'hostilité.

Pour Shirel (14 ans), l'expérience d'hostilité est également réduite à celle à l'encontre d'Israël, mais sous une forme répétée. Elle dit s'être fait interpeller plusieurs fois à cause du conflit, « à chaque fois qu'il se passait quelque chose, du coup, à la télé, enfin qu'il y avait quelque chose qui circulait à la télé ». Elle raconte que ses camarades venaient la voir en lui disant « ouais c'est vrai qu'il s'est passé ça, c'est vrai qu'il s'est passé ça ? » Elle conclut en disant qu'elle déteste « quand les gens parlent de ce sujet et quand ils me parlent de ce sujet aussi ». Ce qui manifeste très clairement son malaise.

Variations autour de l'hostilité antijuive

Dans quels contextes et comment ces formes d'hostilité se déploient-elles ? L'analyse des entretiens couplée aux caractéristiques de scolarisation des élèves signale que plusieurs facteurs entrent en

compte : l'âge, le degré d'ethnicisation des relations sociales à l'école, le degré de tensions et de violences scolaires et les propos des enseignants à propos du 7-Octobre et du conflit israélo-palestinien.

Une question d'âge

Sur les vingt interviewés qui manifestent une hostilité antijuive, dix-sept sont au collège. On peut même le formuler différemment : sur les dix-huit élèves scolarisés au collège dans l'échantillon, dix-sept racontent avoir vécu au moins l'une de ces formes d'hostilité. Le collège, qu'il soit public ou privé, est donc un espace où il est quasiment impossible pour un élève juif d'échapper à l'expérience d'hostilité antijuive depuis le 7-Octobre. Le primaire semble lui plus épargné, puisque sur les douze élèves, seuls trois font le récit d'au moins une forme d'hostilité.

Cette différence peut s'expliquer par l'âge des élèves. Les élèves les plus jeunes ont du mal à s'exprimer dans les entretiens, comme Lucie, 8 ans. D'autres, comme Audrey, 8 ans, disent ne pas avoir entendu parler de la guerre. De façon générale, au primaire, on les sent peu inquiets, confiants dans leurs amis et les enseignants. Ils ne racontent pas subir de moqueries, quelle qu'en soit la raison. Pour les trois cas concernés par de l'hostilité antijuive (Hilary, Louanne et Manon), aucune ne raconte avoir été confrontée à de l'antisémitisme franc ou être la cible de blagues gênantes. On remarque néanmoins qu'elles n'ont pas encore les catégories pour comprendre le sens des paroles qui leur sont adressées ou des paroles qu'elles ont entendues. Par exemple, Manon, 8 ans, commence à raconter que tout se passe bien, qu'elle est très contente. Puis, en fin d'entretien, elle se souvient d'un épisode qui l'a gênée, lorsque des élèves se sont retournés vers sa rangée en disant « Free Palestine ». C'est pour elle finalement assez anecdotique : si elle a senti une certaine agressivité et qu'elle est capable de la relier à sa judéité (« J'étais que la juive dans ma rangée »), elle semble ne pas complètement mesurer la charge antisémite de cette attitude qui consiste à la viser

en tant que juive, tout en évoquant la libération de la Palestine.

On peut aussi penser que le primaire est plus épargné, car les relations entre enfants n'y prennent pas encore toute la dimension psychologiquement violente qu'elles peuvent atteindre à l'adolescence, comme on va le voir ci-dessous.

**Répartition des élèves interviewés
en fonction de leur niveau de scolarisation
et de l'expérience d'hostilité**

	Hostilité	Pas d'hostilité
Collège	17	1
Primaire	3	9
	20	10

Une question d'ethnicisation des relations à l'école

L'enquête menée par Michel Wieviorka en 2005 sur l'antisémitisme à l'école avait souligné, à la suite de l'ouvrage coordonné par Emmanuel Brenner en 2002¹, le point de fixation antisémite constitué par l'enseignement de la Shoah, en particulier dans les collèges et lycées avec une forte proportion d'élèves issus de l'immigration, marginalisés et précarisés. Dans de tels contextes scolaires, on note depuis les années 1990 une ethnicisation des rapports entre élèves. Ces derniers utilisent des catégorisations ethno-raciales pour se désigner et s'interpeller les uns les autres, charriant du même coup des préjugés racistes et antisémites. Les élèves cherchent à situer leurs camarades ou leurs enseignants, en leur demandant leur religion, leur origine, leur avis sur tel ou tel événement d'actualité.

Cela donne lieu aussi à des assignations identitaires, déduites de signes visibles ou de positions politiques. Michel Wieviorka raconte ainsi qu'au lendemain des attentats du 11-Septembre, un enseignant qui critique l'impérialisme américain et la politique des

1. Emmanuel Brenner (dir.), *Les territoires perdus de la République. Antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire*, Paris, Fayard, 2002.

États-Unis au Proche-Orient est interpellé par un élève qui lui dit : « Vous, vous êtes un vrai musulman¹. » L'enquête ethnographique menée entre 2014 et 2017 par Typhaine Rahault dans un lycée de banlieue parisienne, avec une forte proportion d'élèves issus de l'immigration se sentant relégués², décrit les différentes catégories (avec leurs variantes linguistiques) avec lesquelles les élèves se catégorisent : Arabes, Noirs, Antillais, Chinois, Pakistanais, Blancs, juifs. Elle note que la catégorisation se fait sur la base de préjugés attachés à chacun de ces groupes. Comme le disait déjà un enseignant interviewé par l'équipe de Michel Wieviorka : « Quand quelqu'un est voleur, on le traite d'Arabe et quand il est radin on le traite de juif. Et ça n'a rien à voir avec le fait qu'il soit vraiment juif ou vraiment arabe³. »

Michel Wieviorka notait que les préjugés envers les juifs sont nourris par le sentiment d'un déclassement social. Ces élèves voient les juifs à la fois comme l'incarnation d'une intégration réussie dans la société et la nation et le symbole de « cette France qui se comporterait mal par ailleurs avec les nouveaux venus, refusant de les intégrer pleinement tout en leur tenant le discours de l'égalité et de la fraternité⁴ ». De cette situation découlent des propos antisémites, sur fond de concurrence victimaire (« Oh les juifs, ils nous ramènent toujours leur histoire⁵ ») ou d'association des juifs au pouvoir et à l'argent. Dans une société inégalitaire, les juifs incarnent l'accès à l'argent et à la consommation et « juif » est devenu synonyme de « radin » (« faire son juif »).

Dix ans après l'enquête de Michel Wieviorka, la circulation de tels stéréotypes antisémites a été confirmée par Typhaine Rahault⁶, cette fois-ci accompagnée de signes d'admiration de l'humoriste (*sic*) Dieudonné. Elle montre aussi que « juif » est

devenu aussi un équivalent de « raciste », comme le signale la citation d'un élève : « En vrai, c'est toi le plus gros raciste ! Espèce de feuj !⁷ ». Enfin, sur fond de cette ethnicisation, l'antisémitisme passe aussi par une identification à des conflits ou événements mondiaux, comme le 11 septembre 2001, la seconde Intifada ou la guerre en Irak, relevés dans l'ouvrage de Michel Wieviorka⁸. Les élèves issus de l'immigration, notamment arabo-musulmane, pouvaient s'identifier à la figure de Ben Laden et à celle des Palestiniens dans un même mouvement de révolte contre l'injustice et l'oppression et un amalgame entre antiaméricanisme et anti-israélisme virulent. Cela pouvait les amener à justifier, comme le formule un collégien, qu'« il faut pas aimer les juifs⁹ ». Typhaine Rahault montre qu'entre 2014 et 2017, les événements qui structurent les identifications sont les attentats de 2015 (refus de la minute de silence, affiches « Je suis pas Charlie ») et le conflit israélo-palestinien. Typhaine Rahault note, par exemple, que des élèves discutent du « peuple juif, qui n'avait pas de terre où aller ». L'un d'entre eux dit qu'« ils l'ont pris aux Palestiniens » et un autre ajoute : « Ouais. En plus, ils ont pris le Mur des lamentations. » Elle souligne que le conflit sert de justification aux positions hostiles aux juifs, comme dans cet extrait : « Abdel dit à Vanderleï[peau de métis et cheveux fournis] "Sale juif !", plus ou moins pour rire. Vieivira lui dit : "C'est raciste !" Farid rétorque : "Bah, j'suis Arabe."¹⁰ ».

Si ces descriptions antérieures aux 7-Octobre sont rappelées ici, c'est pour signaler que les formes d'hostilité vécues sont à replacer dans un contexte de relations ethnicisées (à des degrés divers). Le conflit israélo-palestinien et la guerre déclenchée le 7-Octobre peuvent servir de chambre d'écho aux identifications ethno-religieuses.

1. Michel Wieviorka (dir.), *La tentation antisémite*, op. cit., 2005, p. 645.
2. Typhaine Rahault, *Dialectique entre rapports scolaires et rapports ethno-raciaux en lycée catégorisé « de relégation »*, thèse de sociologie, université Paris-Nanterre, sous la direction de Valérie Boussard, 2024.
3. Michel Wieviorka (dir.), *La tentation antisémite*, op. cit., 2005, p. 649.
4. *Ibid.*, p. 647.
5. *Ibid.*, p. 637.
6. Typhaine Rahault, *Dialectique entre rapports scolaires et rapports ethno-raciaux en lycée catégorisé « de relégation »*, op. cit., 2024, pp. 324 et 466.
7. *Ibid.*, p. 502.
8. Michel Wieviorka (dir.), *La tentation antisémite*, op. cit., 2005.
9. *Ibid.*, p. 672.
10. Typhaine Rahault, *Dialectique entre rapports scolaires et rapports ethno-raciaux en lycée catégorisé « de relégation »*, op. cit., 2024, p. 325.

On perçoit, en effet, très nettement cette ethnicisation des relations scolaires au nombre de témoignages d'élèves interviewés racontant qu'il leur a été demandé par leurs camarades s'ils étaient juifs. L'étiquetage identitaire semble être courant. Hilary explique qu'elle est la seule juive de son école et que l'information a circulé entre ses camarades, sans qu'elle ait elle-même cherché à les en informer :

« Parce qu'en fait, tout le monde le sait que je suis juive parce que j'ai déjà dit à des copines qui l'ont répété à d'autres, qui l'ont répété, qui l'ont répété. » (Hilary, 8 ans)

En retour, on perçoit aussi que les élèves juifs identifient leurs camarades en fonction de leur religion ou origine, notamment en utilisant les catégories « chrétiens », « musulmans » ou « arabes ». D'après leurs propos, le 7-Octobre déclenche un mouvement d'identification de leurs camarades musulmans, qui sont prompts à défendre la cause palestinienne de façon démonstrative en usant de slogans d'actualité. Sarah (15 ans) en donne cette description :

« Des autres élèves, des Palestiniens, pas Palestiniens, mais qui soutenaient la Palestine, sans même connaître le conflit, sans même s'être renseignés, sans avoir aucune notion, ni juste, dans leur tête, c'était : "On est musulmans, on est arabes, on va soutenir la Palestine." » (Sarah, 15 ans)

Sarah explique également qu'après le 7-Octobre, des clans d'élèves se forment en fonction des positions et religions des uns et des autres. La formation de ces clans peut s'expliquer par l'identification et l'assignation à un camp, en fonction des origines. Hilary donne un autre exemple de cette ethnicisation des positions sur le conflit, en notant l'origine maghrébine de ceux qui lui demandent, à elle, juive, de dire quelle cause elle défend :

« Non, c'est juste en fait un garçon qui s'appelle Abdel avec son frère, qui est arabe, il est maro, il est tunisien, et il m'a dit "Oh, t'es pour l'Israël ou la Palestine ?" » (Hilary, 8 ans)

Cependant, si cette identification à la cause palestinienne semble, d'après les récits des élèves inter-

viewés, parfois provenir d'élèves qu'ils catégorisent comme musulmans, elle dépasse largement ce cercle. Le soutien à la cause palestinienne, que les élèves relatent depuis le 7-Octobre, ne correspond pas à une identification des seuls élèves issus de l'immigration arabo-musulmane. Ce sont globalement tous les élèves qui sont susceptibles de vouer une détestation à Israël et d'en faire une cause d'hostilité aux juifs. Plusieurs élèves interviewés soulignent que ce sont aussi des élèves « chrétiens », ou non arabo-musulmans, qui prennent parti contre Israël. C'est, par exemple, ce que souligne Chiara (12 ans), scolarisée dans un établissement privé :

« Ils ont dit, mais Israël, ils ont tort un peu. [...] Et mes copines chrétiennes, je pense qu'elles sont un petit peu plus allées du côté de mes copines musulmanes. Je ne sais pas pourquoi, mais... ça m'a un peu vexée. » (Chiara, 12 ans)

Ainsi, les contextes scolaires où la mixité socio-ethnique est la plus importante ne sont pas nécessairement les seuls à favoriser l'hostilité antijuive, par effet d'ethnicisation des identifications aux événements au Proche-Orient. On remarque que parmi les trente élèves interviewés, dix étaient scolarisés dans le privé, dont on sait que la mixité socio-ethnique y est plus faible. Or, sur les vingt élèves constatant une hostilité antijuive, huit proviennent du privé. Sur les onze cas ayant vécu une hostilité antijuive déplacée sur Israël, cinq l'étaient dans des écoles privées. Sur les sept cas ayant fait face à un antisémitisme franc, deux l'étaient dans un établissement privé. La scolarisation dans le privé catholique ne semble donc pas protéger de l'hostilité antijuive, quelle qu'en soit la forme.

L'hostilité antijuive rejoue les processus de violence scolaire et de harcèlement

Nous avons vu que l'hostilité antijuive est plus importante au collège. On peut l'expliquer par un contexte plus général, celui de tensions généralisées « entre phénomènes de bande, sexismes, violence scolaire, précarité des familles¹ » dans lequel

1. *Ibid.*, p. 612.

les injures en raison de la catégorie ethno-raciale, réelle ou supposée, sont banalisées¹.

C'est bien ce climat de tensions et d'agressivité permanent qu'évoquent certains des élèves interviewés ayant eu à vivre les cas les plus difficiles d'hostilité. Deborah, par exemple, explique que dans son école :

« Il y a pas mal de violences aussi, même si ça n'a aucun rapport avec l'antisémitisme [...]. Surtout que, souvent, les petites disputes qu'il y a dans toutes les écoles, dans la cour et tout, ça dégénère. Je vais appeler mon père, je vais appeler mon grand frère, tu vas voir ce que tu vas voir. Un jour, tu vas voir ce que je vais te faire, tu vas le regretter ». (Deborah, 11 ans)

C'est également ce que signale Shirel, 14 ans :

« Alors, je n'aime pas du tout mon école et c'est pour ça d'ailleurs que j'ai changé cette année. Parce que c'est une catastrophe. [...] Pas juste parce que je suis juive, mais juste parce qu'il y a beaucoup de problèmes là-bas. C'est vraiment pas un bon collège. » (Shirel, 14 ans)

Lea (15 ans) a bien repéré que ces relations tendues dans son école ne sont pas dépourvues de racisme, passant en particulier par des blagues :

« Ce sont surtout les garçons qui font des remarques. Mais en fait, eux, ils sont un peu racistes de base. Enfin, ils disent que c'est pour rigoler, mais pour moi, c'est du racisme quand même. » (Lea, 15 ans)

Elle a pu l'observer à propos d'un de ses amis musulmans qui était la cible des remarques racistes de la part des autres élèves : « Pour moi, c'est quand mes copains ont commencé à me faire aussi des remarques à moi. À l'époque, j'avais un ami à moi qui était musulman. Quand il est arrivé, ils disaient, genre, "Ah, le voleur !" ou des trucs comme ça. »

Dans ce contexte général de banalisation des insultes, visant tous les groupes, l'injure « sale juif » n'est même plus remarquée tant elle est devenue courante, au regard des autres interjections. Elle est aussi décorrélée de l'identité juive, réelle ou supposée, de la personne ainsi qualifiée. C'est ce que relate

Claudia, minimisant ainsi elle-même l'insulte dont elle a été victime :

« [On m'a déjà traitée de sale juive] mais je pense qu'il y a plein de gens qui disent ça à des gens qui ne sont même pas juifs. C'est comme l'insulte "sale pédé". Souvent, c'est par exemple quand ça concerne l'argent. Il y a tout le temps plein de clichés, mais il n'y a pas que les clichés sur les juifs dans mon collège, il y a vraiment des clichés sur les Noirs, les Arabes, il y a tout. C'est un climat assez difficile dans mon école, mais tout le monde arrive à survivre et je pense qu'il y a pire que mon école. » (Claudia, 14 ans)

Si Claudia dit qu'elle arrive à faire face et relativise sa situation, ce n'est pas le cas de tous les élèves. En effet, ces violences adolescentes peuvent aussi déboucher sur des cas plus dramatiques de harcèlement scolaire. Dans ces quelques cas, il semble que la judéité offre une prise supplémentaire à la stigmatisation, à la mise à l'écart et aux violences psychologiques exercées sur les élèves harcelés. C'est, par exemple, ce que vivent Marine ou Ilan, en cumulant de nombreuses moqueries :

« Il y en a qui le savent et tout, et ils se moquent un peu de ça [...]. Mais ils en profitent pour rigoler sur moi, que je suis juif. » (Ilan, 13 ans)

« En fait, j'ai été moquée par tout le monde. » (Marine, 15 ans)

L'hostilité antijuive des élèves redoublée par la position des enseignants

L'hostilité antijuive à l'école est d'abord une question de relations entre élèves. Néanmoins, les élèves interviewés sont très sensibles à la façon dont les enseignants réagissent, notamment sur la question de la guerre au Proche-Orient. La position qu'ils prennent participe à neutraliser la situation ou, à l'inverse, à l'envenimer.

Beaucoup d'élèves signalent que leurs professeurs n'évoquent pas le conflit et que cela leur convient très bien. Gary (11 ans) signale ainsi qu'il préfère que

1. Voir Didier Lapeyronnie, « Antisémitisme et quartiers "guettos" », dans Joëlle Allouche-Benayoun, Claudine Attias-Donfut, Günther Jikeli et Paul Zawadzki (dir.), *L'antisémitisme contemporain en France*, Paris, Hermann, 2022.

les enseignants « n'en parlent pas », parce qu'il ne sait pas « ce qu'ils penseraient ». Ne pas connaître la position de leurs enseignants est toujours mieux vécu que de découvrir qu'ils sont hostiles à Israël.

Quelques enseignants évoquent le conflit dans des termes assez factuels pour signaler l'attaque du 7-Octobre, la guerre qui s'est ensuivie, et la nécessité d'arriver à une paix dans la région :

« Notre prof d'histoire, elle a essayé d'aborder le sujet sans trop l'aborder. Elle a passé 20 minutes dessus et ensuite elle a tourné la page. Elle nous a raconté qu'il y avait eu une attaque terroriste sur Israël et qu'en ce moment c'est la guerre. » (David, 13 ans)

« Elle [la maîtresse] dit qu'en Israël, il y a la guerre et elle parle de ça un peu. Elle dit qu'à la guerre, c'est triste et qu'elle voudrait qu'ils font la paix, les deux pays. » (Louanne, 9 ans)

De façon générale, ces propos factuels et équilibrés correspondent à ce que les élèves interviewés souhaitent entendre, une forme de neutralité, des explications qui ne prennent pas parti et qui permettent de comprendre ce qu'il se passe :

« J'ai trouvé ça bien que la maîtresse a parlé de ça. Parce que comme ça on n'en parle plus et que je comprends un peu plus. [...] Comme ça je n'ai pas peur. » (Lola, 8 ans)

En revanche, les situations sont beaucoup plus problématiques quand les enseignants émettent un jugement qui, d'après les interviewés, est systématiquement pour la Palestine et contre Israël. C'est ce que racontent, par exemple, Léa (15 ans) ou Shirel (14 ans) :

« Du coup, le prof, il en a parlé. Il nous a dit ce qui s'était passé pour ceux qui n'étaient pas informés. Et il a dit, je ne donnerai pas mon avis sur la question parce que ce n'est pas moi de le faire. Cependant, quand on en parlait, il donnait quand même son avis, politiquement. Et il était plutôt du côté de la Palestine. En fait, ils [les profs d'histoire-géo] faisaient clairement penser dans leurs paroles qu'ils étaient contre Israël. Ils disaient que c'était eux les méchants. » (Léa, 15 ans)

« Il nous a dit que c'était quelque chose d'inadmissible, que ça n'aurait jamais dû se passer, que c'était un génocide, que ce n'était pas une guerre. Et il le disait ouvertement. » (Shirel, 14 ans)

Si ces situations sont si difficilement vécues par les élèves interviewés, c'est que la position des enseignants légitime celle des autres élèves. Ce qui n'était que parole d'élève devient savoir consacré, un savoir utilisé ensuite pour venir dénigrer les élèves juifs :

« [Les profs], je trouve qu'ils ont beaucoup de paroles antisémites, ou des avis politiques que je crois qu'ils ne sont pas censés avoir. Quand ils disent "Oui, les Israéliens, ils ont le tort d'attaquer la Palestine. C'est eux qui sont en tort [...]." Je trouve que ce n'est pas normal, en fait. [...] Surtout quand, du coup, mes amies, elles viennent me voir. Après, elles disent, oui, tel professeur, il a dit ça. » (Lisa, 15 ans)

Cette position anti-israélienne des enseignants peut aussi consister, sans donner un avis, à laisser s'exprimer les élèves sur le conflit, sans reprendre ou rééquilibrer les propos. En faisant de leur opinion sur le conflit une parole autorisée par l'institution scolaire, ces attitudes accentuent l'isolement des élèves juifs :

« Il y a réellement quelqu'un qui a réussi à trouver un poème sur la Palestine, qui l'a mis dans son livre et qui l'a récité devant toute la classe. Toute la classe s'est levée et a applaudi. J'étais la seule à ne pas m'être levée [...]. Et je suis allée voir la prof en fin de cours, parce que, aussi, le poème se terminait par des choses comme "Où meurent des gens innocents à cause d'ignobles assassins ?". J'ai fait : "Madame, on ne peut pas faire ça, c'est de la propagande, on est en temps de guerre, on n'est pas trop censé parler de ça à l'école." Je ne lui ai pas vraiment dit que c'était de la propagande. La prof m'a dit que "Palestine n'était pas un mot tabou." J'ai fait "Oui, mais, moi, si je faisais un poème sur Israël en cours, vous diriez quoi ?" Elle a fait : "Ah non, on ne parle pas des pays en conflit." Ce que j'ai trouvé un peu ironique, sachant que les deux sont en conflit. » (Deborah, 11 ans)

Dans ces cas, l'isolement des élèves juifs va bien au-delà d'une mise à l'écart vis-à-vis des autres élèves.

C'est un fossé avec l'institution scolaire qui se creuse, créé par une défiance envers les enseignants :

« Et même au niveau des profs, il ne faut jamais dire. Je ne peux pas parler aux professeurs de ce qui se passe. [...] Je ne peux pas savoir s'ils sont antisémites ou pas. » (Claudia, 14 ans)

Face à l'hostilité, s'effacer

Cacher sa judéité : éviter l'agression individuelle sans supprimer l'hostilité

Dans ce climat d'hostilité, les élèves interviewés développent un sentiment de défiance vis-à-vis des autres élèves, des enseignants aussi dans certains cas, qui amène à cacher leur judéité. De toute évidence, ces pratiques consistant à ne pas porter de signes religieux (Magen, David, H'aï, etc.) ou identitaires (médaille pour les otages,...) sont inculquées par les parents, prudents, dans un contexte de montée explosive de l'antisémitisme. Elles ne datent pas du 7-Octobre, mais elles ont été accentuées depuis. Pour autant, les élèves juifs expérimentant par eux-mêmes la nécessité de ne pas manifester leur identité juive, pour éviter que l'hostilité antijuive qu'ils ressentent ne se focalise sur eux, comme l'exprime Nina (13 ans), qui cache sa judéité et la médaille qu'elle porte autour du cou :

« J'ai peur, peur qu'on me pose des questions, qu'il y ait des gens qui soient antisémites et tout ça. Juste, il y a plus de gens qui parlent des juifs ou des Israéliens, de la Palestine. [...] Une fois, il y a une fille dans ma classe qui a dit que les Israéliens tuaient des enfants palestiniens. Non, en fait, il y a deux personnes qui savent que je suis juive, donc ça va. C'est des gens de confiance. Je cache que je suis juive parce que je n'ai pas envie que tout le monde le sache. » (Nina, 13 ans)

Cacher sa judéité va au-delà du fait de dissimuler les signes par lesquels elle peut être reconnue. C'est aussi dans certains cas, ne pas avouer qu'on est juif, en faire un secret :

« Avant le 7-Octobre, quand on me posait la question si je suis juive dans l'école, je répondais

oui. Maintenant, j'essaie de contourner le sujet. » (Deborah, 11 ans)

Cette dissimulation vise à se protéger des interpellations ou agressions. Mais comme le raconte Claudia, cela ne supprime pas l'hostilité ressentie, qui, elle, ne disparaît pas :

« Après, si on ne le dit pas [qu'on est juif], je trouve que ça ne change rien [...]. Ça a un impact sur moi, sur le fait que tout le monde [...] supporte la Palestine dans mon collège du coup. Vraiment c'est dur parce que j'ai ma famille en Israël et tout. Mais comme je ne le dis pas, je trouve que ça a moins d'impact. En parler, ça me ferait plus mal. » (Claudia, 14 ans)

Se faire invisible par peur d'être repéré et attaqué est une attitude transversale à l'immense majorité des élèves interviewés, même ceux qui n'ont pas été confrontés à de l'hostilité. C'est une attitude de prudence, née de la peur :

« [Ne parle pas de sa judéité ou d'Israël]. Ça me fait un peu de peine et j'ai peur après de recevoir des critiques, des moqueries, qu'on me dise par exemple "sale juif" et tout. » (Chiara, 12 ans)

Se cacher passe aussi par garder le silence sur une partie de sa vie, toute celle en rapport avec la judéité ou avec Israël. C'est ce que raconte, par exemple, Léa (15 ans), qui cache la médaille qu'elle porte et qui ne raconte plus ses vacances en Israël ou évite toute conversation sur Israël et les juifs :

« Des fois, oui, mais je préfère laisser tomber parce qu'elles ne m'écoutent pas ou ça ne sert à rien et je vais juste me faire insulter quoi [...]. Oui, j'évite les sujets comme parler d'Israël, je ne raconte plus quand j'y vais, avant je racontais ce que je faisais, maintenant je n'en parle plus [...] tout ce qui est en rapport avec Israël et les juifs. » (Léa, 15 ans)

Taire Israël : un choix raisonnable parfois difficile à tenir

Se cacher pour se protéger va encore plus loin. La très grande majorité des élèves interviewés expliquent ne pas prendre la parole à propos du conflit, ne pas intervenir dans les discussions. Ils se taisent pour

éviter d'être pris à partie, même s'ils doivent entendre des propos qu'ils considèrent comme hostiles. Par exemple, David dissimule son rapport à Israël, ne manifeste pas sa judéité et laisse tenir des propos sur Israël qui le blessent, mais sans intervenir :

« J'évite de parler du fait que des fois, quand je vais en Israël, j'évite ça. Tout ce qui a un rapport à Israël. Je me dis que si j'en parle, ça pourrait aller plus loin et tout [...]. [si on me demande si je suis juif] Je leur réponds oui, mais je leur réponds quand même que ça ne change rien qu'on soit juif, musulman, chrétien [...]. Il y a quelques personnes qui disent des choses un peu fausses depuis le 7-Octobre, mais pas tant que ça sinon. Il y en a, ils disent que c'est Israël qui a attaqué en premier, des choses comme ça. Je les ignore. Parce que je vais pas rentrer dans un conflit de ci, ça, etc. Je vais laisser dire n'importe quoi. » (David, 13 ans)

C'est la même peur du conflit, et de ses conséquences, qui amène Hilary à refuser de prendre position quand elle est questionnée :

« Il dit, moi, je suis pour la Palestine, parce qu'Israël a commencé... Moi, je leur réponds, je m'en fiche. Je m'en fiche un peu, je ne veux pas rentrer dans l'histoire. » (Hilary, 8 ans)

Certains ont fait les frais d'une tentative de sortir du silence et de s'exprimer. C'est le cas de Sarah (15 ans) qui, juste après le 7-Octobre, avait réagi, assez spontanément, à des propos sur Israël qu'elle avait jugés outranciers. Cela lui a valu une hostilité, qu'elle a payée par un changement de classe. Finalement, elle préfère maintenant se taire, en se faisant une raison :

« C'est-à-dire qu'à partir du moment où ils disaient des choses, je savais que j'avais aucune chance face à eux parce qu'ils étaient quinze, vingt avec leurs propos en boucle. On est deux contre vingt élèves. On est la minorité. Mais on a un banc de la classe qui s'est monté contre nous et on ne peut rien y faire. [...] Et moi, je sais que, à moins que ça tienne des propos graves, je ne m'interpose pas. [...] Et là, il est question d'Israël, il y a une fille de ma classe qui se retrouve, qui, sans aucune gêne, sans aucun mal-être [...] : "Ah, ce pays, ça n'existe même pas !" Je sais que c'est

des remarques immatures, donc c'est pour ça que je n'ai même pas réagi, parce que je me disais que c'est bas de dire des trucs comme ça. » (Sarah, 15 ans)

Léa (15 ans) mentionne qu'en tant que juive, elle était en minorité, donc dans un rapport de force défavorable. C'est aussi ce que relatent d'autres élèves interviewés :

« Je ne réagis pas parce que... En fait, je les ignore parce que techniquement, plus des trois quarts de mon collège disent des choses comme ça et je n'ai vraiment pas envie de me retrouver avec les trois quarts de mon collège derrière moi quand je sors du collège, quoi. » (Deborah, 11 ans)

« Ils sont tous à peu près tous pour la Palestine. Et ils ne savent pas ce qui se passe. Et ils disent des propos qui sont inappropriés. Et moi, je ne peux rien dire parce que je n'ai pas envie d'avoir de problème. » (Claudia, 14 ans)

Cette question des rapports de force est vécue physiquement à l'école, mais pour les plus âgés qui ont accès aux réseaux sociaux, elle s'y retrouve décuplée. Et elle entraîne la même attitude d'effacement :

« Alors, je vois beaucoup, beaucoup, beaucoup de choses, du coup, qui parlent du conflit israélo-palestinien, et vraiment, quasiment tout parle de ça, mais je ne parle pas de ça, je ne vais pas réagir ni rien, parce que je ne vais pas me mettre dans des problèmes ni rien. » (Shirel, 14 ans)

L'impossibilité des débats

Certains élèves, les plus âgés, ont quand même essayé d'instaurer des discussions, en apportant leurs propres connaissances. Cela a nécessité de leur part un effort pour se renseigner, allant au-delà de ce qu'ils entendaient au sein de leurs familles. Ils ont lu, en particulier, des ressources sur Internet et les réseaux sociaux pour se préparer à faire face aux arguments et accusations portées par leurs camarades :

« Je ne me suis pas tout le temps sentie suffisamment armée parce qu'il y avait plusieurs choses que je ne savais pas avant. Du coup, j'ai appris pour pouvoir répondre. » (Shirel, 14 ans)

Mais cette quête d'information est difficile et le débat ensuite complexe, laissant aux élèves un sentiment d'impuissance, comme le soulignent Léa (15 ans) ou Lisa (15 ans) :

« Ils me parlent plus pour qu'on puisse en discuter parce qu'il y a certains élèves qui veulent quand même avoir une discussion et ils sont pas bloqués sur leurs idées et qui sont prêts à changer potentiellement. [...] Je ne suis pas assez concernée. Je me renseigne, mais pas autant que d'autres personnes. Du coup, si quelqu'un se renseigne plus que moi, je ne suis pas prête à donner des arguments qui sont potentiellement faux. » (Léa, 15 ans)

« Je pense avoir des outils pour répondre, mais pas tout le temps parce que je connais l'histoire mais je ne connais pas très bien l'histoire. Donc, même moi, si on me dit que les Israéliens ont tort ou que le gouvernement a tort, je pourrais essayer de répondre, mais je ne pourrais pas exactement bien répondre ou dire les choses qu'il faut pour que les gens comprennent. » (Lisa, 15 ans)

Shirel, qui déclare pourtant s'être informée, finit par renoncer au débat, voyant que les positions de ses camarades ne reposent pas sur des arguments rationnels, mais sur un principe :

« Oui, j'évite de parler du conflit israélo-palestinien parce que personne n'est pour Israël, je veux dire, dans mon collège et même les lycéens. Donc je ne préfère pas me mettre dans des problèmes, avoir une opinion sur ça à l'école. Je préfère garder pour moi et je laisse les gens parler. » (Shirel, 14 ans)

Ce sentiment de discussion impossible est partagé par bien d'autres, qui ressentent avoir face à eux un mur. Les connaissances, le raisonnement ne leur sont d'aucune utilité :

« Je pense que je pourrais répondre parce que moi je m'informe avec des vrais endroits qui donnent des vraies infos, pas juste à la télévision qui disent "voilà les morts, les flèches toutes droites vers le haut", alors que ce n'est pas forcément vrai tout le temps. Et même si je dis ça, ils ne m'écouteront pas forcément. » (Claudia, 14 ans)

« J'ai été face à un bloc où je n'arrivais pas, où on ne me laissait pas m'exprimer comme je voulais. » (Thibaut, 15 ans)

Faire reconnaître cette hostilité antijuive

Parmi les vingt interviewés ayant vécu une forme d'hostilité, seule l'une d'entre eux a vécu des menaces physiques. Si elle n'a finalement pas elle-même été victime d'une agression, ce n'est pas le cas d'un de ses camarades d'école, qui avait pris sa défense et qui a été frappée :

« Et c'est vrai que, sur le moment, je me suis directement disputée avec ces personnes-là. Et après, ça a commencé à me dire, oui, on va venir t'attraper, on va venir te frapper [...] Et à la sortie, ils sont là, ils ont commencé à vouloir me pousser, à vouloir me dire, ouais, tu vas voir [...]. Et j'ai mes copains à moi qui sont venus prendre ma défense et qui les ont attrapés en mode, ouais, tu la touches, tu vas voir [...]. Et jusqu'à ce que lui, en l'occurrence, à la fin de l'année, par les propos où il m'avait défendue quand j'avais ouvert la bouche face à ce qu'ils avaient dit... Il s'est retrouvé, il s'est pris des cocards dans la tête à la fin de l'année. » (Sarah, 15 ans)

Si, dans ces cas, l'hostilité antijuive peut donner lieu à un signalement, voire à une plainte, ceux-ci ne seront pas nécessairement qualifiés d'antisémitisme. C'est plutôt l'argument de l'importation du conflit qui sera retenu, laissant dans l'ombre les raisons pour lesquelles le conflit au Proche-Orient débouche sur une accusation/diffamation des juifs, ici, en France, comme ailleurs. Il y a donc de bonnes chances pour que de telles situations n'apparaissent pas dans les statistiques d'antisémitisme à l'école.

Quant aux formes d'hostilité qui ne débouchent pas sur des agressions physiques, mais restent de l'ordre du discours et de l'attitude¹, elles ont encore moins

1. En 2014, Michel Wieviorka notait déjà dans *La tentation antisémite* que « les insultes antisémites sont rarement l'objet de sanctions, ne rentrent pas dans les statistiques et constituent pourtant une réalité importante ». Voir Michel Wieviorka (dir.), *La tentation antisémite*, op. cit., 2005, p. 653.

de probabilités d'être observées et signalées, pour au moins deux raisons : la première est la difficulté qu'ont les élèves juifs, eux-mêmes, à qualifier d'antisémitisme ce qu'ils vivent. La seconde est l'aveuglement volontaire ou non des enseignants et de l'administration face à cette hostilité antijuive.

La qualification d'antisémitisme, un défi pour les élèves

Les mots utilisés par les élèves interviewés pour rendre compte de l'hostilité qu'ils subissent sont généralement assez vagues (« méchants », « pas gentils », « pas hyper-gentils », « pas très amicaux », « pas agréables », « pas sympas », etc.) et ne précisent pas de quelle hostilité il s'agit.

Ils ont même tendance à relativiser l'hostilité qu'ils vivent. Par exemple, Deborah (11 ans) qui a fait face à plusieurs formes d'hostilité antijuive considère à plusieurs reprises que, pour elle, « ça va » :

« En fait, il y a eu environ déjà minimum une bonne centaine d'événements comme ça [...] Mais ça va, on m'a demandé plusieurs fois si j'étais juive. Les gens qui me demandaient ça, ne me demandaient pas ça de façon très amicale, mais ça allait. » (Deborah, 11 ans)

Nina (13 ans) qui cache qu'elle est juive et ressent une hostilité anti-israélienne diffuse déclare elle aussi que tout va bien et que rien n'a changé depuis le 7-Octobre, alors même qu'elle signale avoir peur, se cacher et ne s'entourer que de camarades en qui elle a confiance :

« Ça va, rien n'a changé, mais j'ai peur, peur qu'on me pose des questions, qu'il y ait des gens qui soient antisémites et tout ça. Juste, il y a plus de gens qui parlent des juifs ou des Israéliens, de la Palestine. Mais ça va. Pour moi, rien n'a changé. Une fois, il y a une fille dans ma classe qui a dit que les Israéliens tuaient des enfants palestiniens. Non, en fait, il y a deux personnes qui savent que je suis juive, donc ça va. C'est des gens de confiance. Je cache que je suis juive parce que je n'ai pas envie que tout le monde le sache. » (Nina, 13 ans)

Cette expression, « ça va » est récurrente dans les entretiens, alors même que les élèves interviewés signalent des situations franchement antisémites. C'est le cas de Lisa (15 ans) qui s'est fait traiter de « sale juive » ou de Chiara (12 ans) qui « entend des choses sur les juifs dans son école », mais considère que « elle, ça va », car ça ne lui est pas adressé directement.

On s'aperçoit assez nettement que les élèves interviewés euphémisent ce qu'ils subissent, certainement pour pouvoir continuer à tenir dans la situation. Ils en arrivent même à ignorer tout bonnement les incidents, plus précisément à ne pas considérer comme incidents des événements qui font leur ordinaire. C'est le cas de Gabrielle (13 ans) et de ses autres camarades juifs qui ne relèvent pas lorsqu'un élève dessine des croix gammées à leur encontre en déclarant « on s'en fiche ». La banalisation des insultes et blagues ethno-racialisées comme les tensions ordinaires à l'école sont certainement l'un des éléments qui fait qu'ils ne s'arrêtent sur leur situation et négligent la gravité des propos.

En outre, lorsque l'hostilité est déplacée sur Israël, on perçoit très nettement la difficulté qu'ils ont à analyser et verbaliser la charge antisémitique des propos. Le sentiment qui en ressort est celui d'un malaise, d'un inconfort. Ils ressentent l'accusation et ce qu'elle a de terrible pour eux, mais ils ne trouvent pas les mots pour dire et expliquer ce qu'ils ressentent. Ce qui d'ailleurs ne leur est pas propre, mais que l'on retrouve aussi chez les étudiants à l'université. Cette difficulté est particulièrement perceptible dans cette citation de Léa, où l'on peut constater l'écart entre la gravité antisémitique du propos tenu et sa propre réaction, finalement assez légère :

« Oui, des fois, on me pose des questions et ça me met un peu mal à l'aise parce que soit je ne sais pas y répondre, soit je me dis comment ils peuvent penser ça. À un moment, il y a quelqu'un qui me demande pourquoi vous faites un génocide. » (Léa, 15 ans)

Finalement, il apparaît que plusieurs des élèves interviewés n'ont même pas signalé à leurs parents ce qu'ils ont vécu, soit par relativisation, soit pour ne pas inquiéter des parents qu'ils sentent déjà très vulnérables, soit les deux :

« Je ne parle pas de ce qui se passe à mes parents parce que je ne trouve ça pas très important. Moi, je trouve que ça ne me touche pas tant que ça, moi. » (Claudia, 14 ans)

« [N'a rien dit aux parents] : parce que je ne me voyais pas dire en plein milieu du repas, oui, on m'a traité de nazi, on m'a traité d'Hitler. [...] Je sais que si jamais ma mère l'aurait su, elle aurait fait plein de choses. Et justement, j'aurais préféré qu'elle ne le fasse pas. » (Shirel, 14 ans)

Qualification d'hostilité antijuive par les enseignants : la cécité

Les différentes formes d'hostilité antijuive ne donnent pas la même prise aux enseignants pour les observer et les signaler. L'hostilité ordinaire se joue, par exemple, entre élèves, lors d'interactions fugaces, souvent à l'abri des regards et oreilles d'enseignants. L'hostilité sourde est sans doute encore plus difficile à saisir puisqu'elle se passe de mots : les preuves tangibles sont impossibles à recueillir.

Autre élément important, certains propos antisémites ne sont pas destinés à une personne en particulier : il n'y a donc pas de victime précise pour se plaindre. C'est ce que raconte Deborah :

« Oui, dans un groupe d'élèves, mais en fait, quand c'est en public, c'est jamais vraiment dirigé contre quelqu'un. J'ai entendu des blagues antisémites dans la cour. Ça, je les ai entendues de loin. » (Deborah, 11 ans)

Pour autant, dans de nombreux cas, l'hostilité ordinaire a lieu en classe et les élèves pensent que les enseignants peuvent l'entendre, de la même façon que l'hostilité franchement antisémite. Il faudrait donc une vigilance des enseignants et du personnel de l'école pour relever les propos inappropriés, les signaler et les sanctionner. Or, certains élèves interviewés témoignent de l'inaction de leurs enseignants qu'ils accusent de fermer les yeux, alors même qu'ils auraient entendu :

« Après, quand c'est les élèves qui en parlent, ils font un peu semblant de ne pas entendre. Alors que c'est bien clairement, tu peux bien entendre, ils le crient dans la classe quand ils disent ça [...].

Personnellement, j'ai l'impression que certains profs ont vraiment peur de certains élèves [...]. Mais parfois, vraiment, je vois les profs avoir des petites réactions quand des élèves disent des trucs et ne rien faire. Des réactions du style entendre la remarque, faire ça, lever les yeux au ciel et retourner sur leur copie, quoi. » (Deborah, 11 ans)

« Et la professeure, en fait, elle n'a pas essayé de faire la sourde, mais elle s'est dit... Enfin, je pense parce qu'après, quand Maman a un peu fait remonter tout ce qui a été dit, elle a dit qu'elle n'avait pas entendu. Moi, je ne pense pas qu'elle n'a pas entendu. Je pense qu'elle a vu les propos comme ça, mais qu'elle a eu peur en fait [...]. Ils sont inarrêtables, sachant qu'elle-même n'a pas d'autorité. Elle n'a pas d'autorité, elle ne s'impose pas dans la classe. » (Sarah, 15 ans)

Dans ces conditions, les élèves craignent de se plaindre auprès des enseignants en qui ils n'ont pas confiance. On retrouve ici les difficultés classiques liées au signalement et au dépôt de plainte où la charge de la preuve repose sur la victime, ce qui la fragilise.

« [S'est fait traiter de « sale juive » mais ne l'a pas dit à la maîtresse.] J'avais peur de ce qu'elle allait dire, de dire oui mais ce n'est pas grave, je ne te crois pas, parce qu'il avait plein d'amis derrière lui, donc je pense que j'avais peur que ça me retombe dessus, ou que les autres, avant tout, me disent tu mens, ce que tu dis c'est n'importe quoi. J'ai rien dit. J'ai fait genre que je n'avais pas entendu. Je ne préférais pas entrer dans le sujet. » (Lisa, 15 ans)

Quant à l'hostilité déplacée sur Israël, si elle donne généralement lieu à des manifestations bruyantes, elle n'en reste pas moins non qualifiée d'hostile aux juifs. Elle est requalifiée en critique (souvent partagée) de la politique israélienne. C'est ce que l'on voit à l'université. Et c'est vraisemblablement ce qui se passe dans les établissements scolaires des élèves interviewés.

On retrouve finalement des résultats déjà dégagés par Michel Wieviorka dans son enquête de 2014. Vingt ans après, rien ne semble avoir changé. Il y notait que « les personnels de l'institution scolaire [sont] peu soucieux sinon de connaître et de

L'expérience scolaire d'élèves juifs après le 7-Octobre :
une hostilité antijuive envahissante sur fond de diabolisation des juifs

comprendre l'antisémitisme à l'école, du moins de penser les moyens susceptibles de le contrer efficacement¹ ». Il relevait en particulier deux difficultés : celle de qualifier l'antisémitisme et celle d'apprécier la gravité des actes ou des propos². Il soulignait que l'antisémitisme était mis en concurrence avec d'autres formes de racisme, entraînant un certain relativisme : puisque les catégorisations ethniques sont aussi présentes, pourquoi celle de juif mériterait-elle un traitement particulier ? En outre, Michel Wieviorka expliquait qu'une autre raison de cet évitement de la question de l'antisémitisme à l'école, voire cette cécité sur son expression, reposait sur l'origine des auteurs. Autant, le racisme et l'antisémitisme, dans leurs composantes nationalistes, imputables à l'extrême droite, sont facilement relevés. Autant les enseignants se trouvent paralysés dès lors que les auteurs de ces formes de haine et d'insultes

sont eux-mêmes victimes de racisme, de stigmatisation et de rejet, comme les élèves issus de l'immigration, en particulier marginalisés et précarisés. Enfin, Michel Wieviorka expliquait la paralysie de certains enseignants vis-à-vis de l'antisémitisme par leur propre association aux critiques de l'impérialisme américain et du sionisme. Positionnés « à gauche de la gauche », ils s'identifiaient eux-mêmes à diverses victimes, remettant en cause toute idée d'unicité de la Shoah.

Dans la continuité de ces processus, il y a tout lieu de penser que le 7-Octobre et la guerre au Proche-Orient, avec le renversement accusatoire qui s'est ensuivi, notamment partagé par « la gauche de la gauche » du moment, ont favorisé l'aveuglement de certains enseignants vis-à-vis des formes d'hostilité antijuive.

Annexe. Liste des élèves interviewés, caractéristiques des écoles et indices d'hostilité

Pseudo	Sexe	Âge	Ville	École	Hostilité déplacée sur israël	Hostilité ordinaire et/ou sourde	Antisémitisme franc	Indice hostilité
Audrey	Fille	8 ans	primaire	Banlieue Ouest	Publique	0	0	0
Chiara	Fille	12 ans	collège	Métropole régionale	Privée catholique	0	0	1
Clara	Fille	10 ans	primaire	Banlieue Ouest	Publique	0	0	0
Claudia	Fille	14 ans	collège	Grande ville régionale	Publique	1	1	3
David	garçon	13 ans	collège	Banlieue Ouest	Publique	1	0	2
Ella	Fille	10 ans	primaire	Paris	Publique	0	0	0
Esther	Fille	12 ans	collège	Paris	Publique	0	0	1
Hilary	Fille	8 ans	primaire	Banlieue Ouest	Publique	1	0	1
Ilan	garçon	13 ans	collège	Métropole régionale	Privée	1	1	3
Téa	Fille	15 ans	collège	Métropole régionale	Privée catholique	1	1	2
Deborah	Fille	11 ans et de	collège	Banlieue Ouest	Publique	1	1	3
Léo	garçon	9 ans	primaire	Grande ville régionale	Publique	0	0	0
Lisa	Fille	15 ans	collège	Métropole régionale	Privée catholique	1	1	3
Lola	Fille	8 ans	primaire	Banlieue Ouest	Publique	0	0	0
Louanne	Fille	9 ans	primaire	Paris	Publique	1	0	1
Lucie	Fille	8 ans et dern	primaire	Paris	Publique	0	0	0
Manon	Fille	8 ans	primaire	Paris	Publique	1	0	1
Gabrielle	Fille	13 ans	collège	Paris	Privé catholique	0	1	1
Marine	Fille	15 ans	collège	Métropole régionale	Privé	1	1	3
Max	Garçon	8 ans	primaire	Banlieue Ouest	Privée catholique	0	0	0
Nina	Fille	13 ans		Grande ville régionale	Publique	1	0	1
Noah	Garçon	11 ans	collège	Grande ville régionale	Publique	0	1	1
Rachel	Fille	9 ans	primaire	Banlieue Ouest	Privée	0	0	0
Raphaël	Garçon	13 ans	collège	Paris	Publique	0	0	1
Sarah	Fille	15 ans	collège	Paris	Publique	1	1	3
Shirel	Fille	14 ans	collège	Grande ville régionale	Privée catholique	1	0	2
Simon	Garçon	15 ans		Métropole régionale	Privé catholique	1	0	1
Gary	Garçon	11 ans	collège	Banlieue Ouest	Publique	0	0	0
Théo	Garçon	9 ans	primaire	Banlieue Ouest	Publique	0	0	0
Thibaut	Garçon	15 ans	Collège	Paris	Publique	1	0	2

Source : autrice.

1. Michel Wieviorka (dir.), *La tentation antisémite*, op. cit., 2005, p. 610.

2. Ibid., p. 625.

Radioscopie de l'antisémitisme à l'école

Entre judéophobie du quotidien et militantisme anti-Israël

– François Kraus, Iannis Roder

Note des rédacteurs :

Les rédacteurs ont principalement choisi d'utiliser le vocable antisémitisme pour traiter de la question de la haine antijuive et des manifestations de rejet dont peuvent souffrir des élèves juifs au sein de l'école. L'antisémitisme est ici compris comme l'ensemble des considérations négatives et actes de rejet, violents ou non, affectant les juifs en tant que tels, individuellement ou collectivement, sans que cela ne se limite à une vision raciale et/ou faisant système dans une vision idéologique et politique. C'est ainsi que les préjugés et stéréotypes visant les juifs sont ici considérés comme manifestant une forme d'antisémitisme quand bien même ils ne s'inscrivent pas dans une vision systémique.

Afin de combler le manque de données fiables sur l'ampleur des phénomènes de violences (morales, psychologiques, verbales ou physiques) touchant spécifiquement les élèves juifs en France en raison de leur religion ou de leur origine, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a commandé à l'Ifop une vaste étude auprès d'un échantillon national représentatif de 2 000 élèves du second degré¹. Première étude de la sorte menée auprès des collégiens et lycéens français sur le sujet, cette enquête révèle l'importance d'un antisémitisme du quotidien qui, en s'installant dans le langage courant et/ou dans les mentalités d'une partie de la population scolaire dès le plus jeune âge, crée lentement, mais sûrement les conditions d'une légitimation de discours et comportements plus violents.

Y a-t-il un juif dans la classe ?

Lorsque Pierre Desproges a écrit son célèbre sketch « Y a-t-il un juif dans la salle ? » (1986), il ne se doutait

sans doute pas que, près de quarante ans après, ce titre pourrait tristement servir à résumer l'enjeu de la répartition des élèves juifs dans le système scolaire, fruit à la fois des stratégies d'évitement scolaire des parents, mais aussi d'invisibilité volontaire des enfants confrontés à un climat d'insécurité croissant.

La perception de la présence d'enfants juifs dans le système scolaire par l'ensemble de la population scolarisée du second degré n'est pas uniquement le reflet de l'implantation historique des communautés juives en France, principalement situées dans quelques régions (Île-de-France, Alsace, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes...) et grandes agglomérations, car elle peut être biaisée par les stratégies d'évitement scolaire des familles juives et d'invisibilisation des élèves au sein de l'enseignement public ou privé non juif.

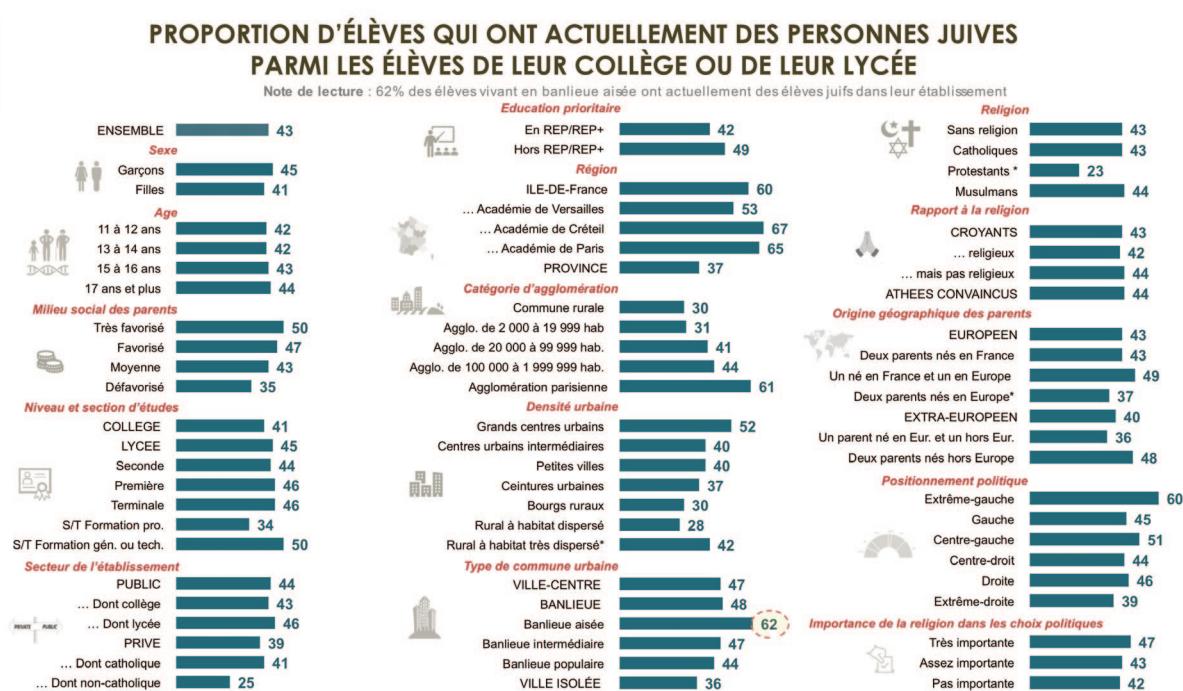
Aujourd'hui, moins d'un élève sur deux (43 %) a un camarade juif parmi les élèves de son établissement, ce taux tombant plus bas en milieu rural (30 %) et en province en général (37 %). À l'inverse, les élèves juifs sont bien plus visibles en région parisienne (60 % – notamment dans l'académie de Paris (65 %) et de

1. Étude Ifop pour le Crif réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 12 février 2025 auprès d'un échantillon de 2 000 personnes, représentatif de la population des élèves du second degré (collège et lycée).

Créteil (67 %) – et dans les grands centres urbains, notamment dans les banlieues aisées (62 %, contre 44 % dans les banlieues populaires). Cette inégale distribution spatiale se double d'une certaine stratification sociale somme toute logique au regard de la surreprésentation des CSP+ dans la population juive¹. En effet, les élèves juifs semblent côtoyer davantage d'élèves de milieux très favorisés (50 %) que de milieux défavorisés (35 %), même si – il est important de le noter – ils ne sont pas pour autant absents de zones de relégation sociale que sont les banlieues populaires (44 %) et les réseaux d'éducation prioritaire (REP) (42 %).

L'enquête tendrait à montrer que la population scolarisée dans le public côtoie toujours davantage les élèves juifs (44 %) que celle du privé (39 %), laissant penser que les élèves juifs n'ont pas disparu de l'enseignement public, ce qu'avaient montré, en 2018, les travaux de Iannis Roder et Jérôme Fourquet à partir

des données d'une enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès². En 2015, la part de parents juifs scolarisant leurs enfants dans le public était toujours largement majoritaire (65 %, contre 25 % dans le privé catholique et 13 % dans un établissement privé juif) même si elle était plus faible (65 %) que dans l'ensemble de la population (85 %). Mais aujourd'hui, les données ne sont pas comparables et si l'on en croit Patrick Petit-Ohayon, directeur de l'action scolaire du Fonds social juif uniifié (FSJU), « aujourd'hui, 35 % à 45 % des élèves juifs sont scolarisés dans notre réseau au détriment du public », sur une évaluation d'environ 80 000 à 100 000 enfants juifs âgés de 3 à 18 ans vivant en France. En raison de l'absence de statistiques, le ministère de l'Éducation nationale et l'enseignement catholique ne sont pas en mesure, de leur côté, de fournir des informations permettant de d'avoir une idée concernant le taux de scolarisation des enfants juifs dans leurs réseaux scolaires respectifs.



Source : *Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école*, enquête Ifop pour le Crif, mars 2025.

1. Étude réalisée par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès menée par questionnaire auto-administré en ligne du 10 juin au 25 août 2015 auprès d'un échantillon de 724 personnes déclarant être de confession juive ou avoir au moins un parent juif, extrait du cumul d'échantillons correspondant à un total de 45 250 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Voir *Enquête auprès des juifs de France*, Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, septembre 2015.
2. Jérôme Fourquet et Iannis Roder, *L'école, catalyseur de la fragmentation de la société française*, Fondation Jean-Jaurès, 31 août 2018.

Toutefois, cette distribution des élèves juifs dans le système scolaire français est étroitement liée à des variables géographiques (urbain/rural, Paris/province) et sociales (niveau social, type d'établissement), et est donc très inégale, produisant ainsi une géographie de la visibilité juive à deux vitesses : d'un côté, des « bulles » socio-éducatives urbaines plutôt favorisées, où la présence d'élèves de confession ou d'origine juives est courante et normalisée ; de l'autre, de vastes « déserts » en milieu rural et/ou en banlieues populaires (par exemple les REP), où l'absence de contact direct avec des juifs en général, et à l'école en particulier, favorise les représentations stéréotypées. Pour une large part de ces élèves, particulièrement en zone rurale et dans les milieux urbains défavorisés, « le juif » constitue alors une figure abstraite, connue principalement à travers des représentations médiatiques, notamment par le biais des réseaux sociaux, ou historiques, qui alimentent facilement représentations et de préjugés.

Or, cette inégale distribution des élèves juifs n'est pas le simple reflet de leur répartition naturelle sur le territoire, elle constitue aussi le produit d'une stratégie d'évitement des établissements perçus comme « à risque », phénomène documenté par les travaux pionniers de Georges Felouzis¹ et confirmé par la dernière enquête Ifop-AJC-Fondapol qui montrait que le choix de la scolarisation dans les établissements confessionnels répondait avant tout à une problématique de sécurité². En effet, dans notre enquête, ces stratégies d'évitement ou de fuite des enfants juifs sont loin d'être un phénomène marginal. Située en moyenne à 14 %, la proportion d'élèves ayant déjà vu « des élèves juifs qui quittaient ou évitaient un établissement parce qu'ils ne s'y sentaient pas en sécurité », dont 6 % pour cette seule année

scolaire 2024-2025, c'est-à-dire post-7-Octobre 2023 qui a marqué un tournant dans le vécu et le quotidien des élèves juifs dans les établissements scolaires au regard de l'explosion des actes antisémites (à titre d'exemple, relevons les 477 incidents antisémites entre septembre et novembre 2024, soit 43 incidents par semaine ouvrée). Ce taux atteint des proportions particulièrement élevées dans les zones urbaines où la population juive est la plus concentrée (par exemple 22 % à Paris, 20 % en agglomération parisienne, 18 % dans les grands centres urbains), mais aussi dans celles qui cumulent paupérisation et immigration : 23 % en banlieue populaire et jusqu'à 38 % en REP/REP+ !

Mais la faible visibilité actuelle des élèves juifs dans le système scolaire peut être aussi le fruit de pressions identitaires qui les poussent à des stratégies d'adaptation à un environnement hostile ou ressenti et vécu comme tel. La « stratégie d'invisibilité », concept développé pour désigner la tendance des minorités à dissimuler leur identité dans certains contextes³, trouve ici une illustration statistique frappante : 21 % des élèves témoignent avoir vu « des élèves juifs qui dissimulaient leur origine ou religion juive dans l'établissement », dont la moitié (10 %) durant cette année scolaire 2024-2025. Là aussi, le phénomène d'auto-censure identitaire est particulièrement répandu dans les zones d'éducation prioritaire : 44 % en REP/REP+, contre 18 % hors REP/REP+.

Ces dynamiques d'évitement, d'invisibilité et de pressions identitaires pèsent d'autant plus quand elles s'inscrivent dans un climat scolaire marqué par des tensions ou des revendications communautaires.

1. Georges Felouzis, *L'apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*, Paris, Seuil, 2005.

2. Anne-Sophie Sebban-Becache, Dominique Reynié, François Legrand, Sarah Perez-Pariente et Simone Rodan-Benzaquen, *Radiographie de l'antisémitisme en 2024*, enquête Ifop pour la Fondapol et l'AJC, octobre 2024.

3. Didier Lapeyronnie, « VII. Antisémitisme et quartiers "ghettos" », dans Joëlle Allouche-Benayoun, Paul Kawadski et al. (dir.), *L'antisémitisme contemporain en France. Rémanences ou émergences ?*, Paris, Hermann, 2022, pp. 199-221.

L'OBSERVATION DE PRESSIONS ENVERS LES ELEVES JUIFS OU PRO-ISRAELIENS

Q : Au cours de votre scolarité, avez-vous déjà vu... ?



Source : Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école, op. cit., 2025.

De la banalisation des préjugés antijuifs à la « judéophobie du quotidien »

Au regard de ces résultats, l'antisémitisme en milieu scolaire apparaît comme un phénomène multiforme allant de l'adhésion à des préjugés traditionnels jusqu'au rejet social des élèves juifs, en passant par une banalisation des propos et comportements antisémites.

Une imprégnation importante de préjugés concernant les juifs, allant des stéréotypes classiques à l'antisémitisme contemporain

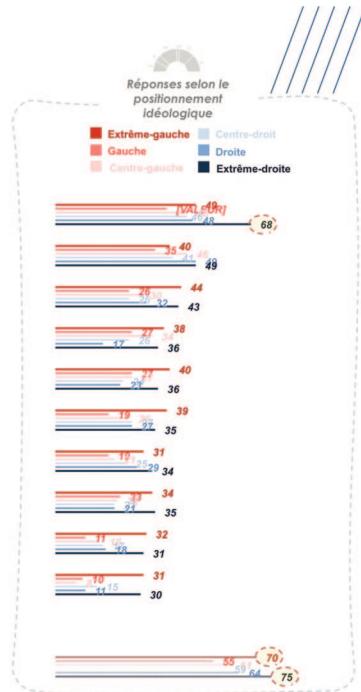
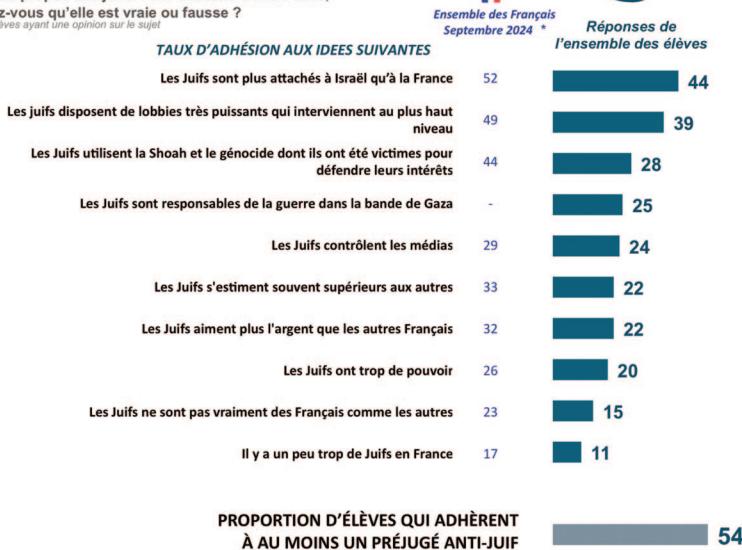
L'étude révèle une imprégnation inquiétante de considérations négatives dans l'environnement

scolaire général, avec 54 % des élèves du second degré qui adhèrent à au moins un préjugé concernant les juifs en général. L'enquête a intitulé ces considérations négatives comme étant des « préjugés antijuifs » (le préjugé étant une opinion préconçue portant sur un sujet, un objet, un individu ou un groupe d'individus) qui relèvent en réalité, pour la très grande majorité d'entre eux, de considérations antisémites classiques, mais sans toujours s'inscrire dans une vision antisémite systémique.

Il faut dire qu'une partie importante des élèves baigne dans un climat où les préjugés antisémites semblent circuler librement.

L'ADHÉSION À DES PRÉJUGÉS ANTI-JUIFS

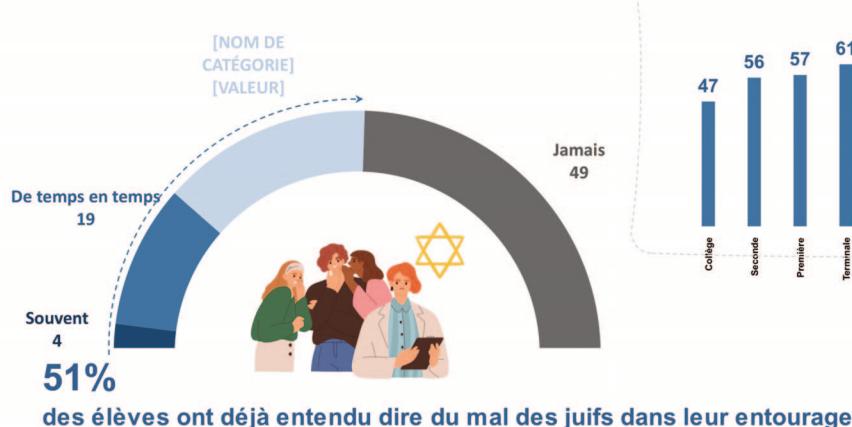
Q : Voici un certain nombre d'opinions que l'on entend parfois à propos des juifs. Pour chacune d'entre elles, pensez-vous qu'elle est vraie ou fausse ?
Base : Elèves ayant une opinion sur le sujet



Source : Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école, op. cit., 2025.

LA FRÉQUENCE DE PROPOS ANTISÉMITES PROFÉRÉS PAR SON ENTOURAGE

Q : Vous est-il déjà arrivé d'entendre dire dans votre entourage du mal des juifs ?
Base : Ensemble des élèves



Source : Ibid.

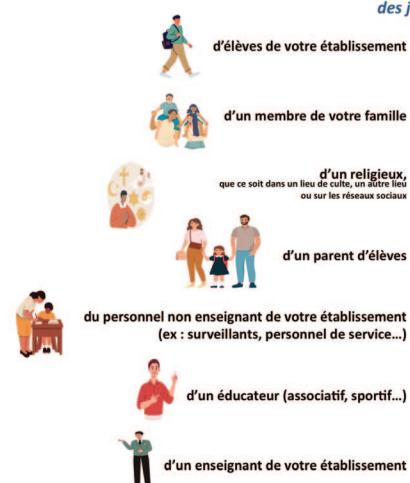
Ainsi, la majorité (51 %) des élèves a déjà entendu dire du mal des juifs dans leur entourage, principalement de la part d'autres élèves (51 %), mais aussi de la part de parents d'élèves (23 %) et dans leur environnement familial (25 % ont entendu des propos antisémites de la part d'un membre de leur famille, soit un quart des sondés) et religieux (24 % de la part d'un religieux, quel que soit le lieu, notamment par l'in-

termédiaire des réseaux sociaux). Plus inquiétant encore, ces propos antisémites peuvent également provenir du personnel des établissements scolaires : 13 % des élèves affirment avoir entendu des propos qu'ils jugent antisémites de la part d'un enseignant et 16 % de la part du personnel non enseignant, c'est-à-dire de figures d'autorité qui peuvent contribuer à légitimer ces discours.

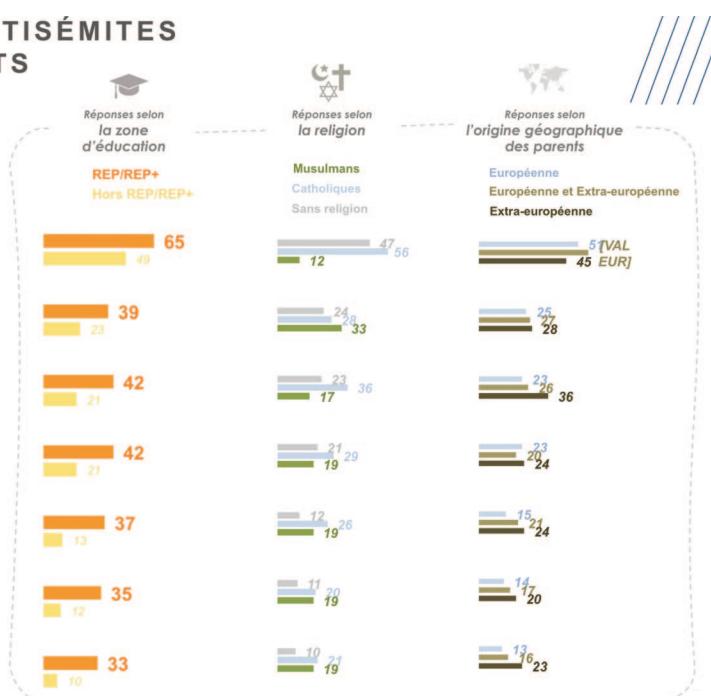
LA FRÉQUENCE DE PROPOS ANTISÉMITES PROFÉRÉS PAR LES DIFFÉRENTS TYPES D'ENTOURAGE

Q : Et plus précisément, vous est-il déjà arrivé d'entendre dire du mal des juifs de la part... ?

Base : Ensemble des élèves



Proportion d'élèves ayant déjà entendu dire du mal des juifs de la part...



Source : Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école, op. cit., 2025.

Cet antisémitisme en milieu scolaire repose sur plusieurs grands types de préjugés antisémites, allant des stéréotypes classiques à l'antisémitisme contemporain.

Préjugés liés à l'argent

De manière générale, les stéréotypes économiques traditionnels demeurent bien ancrés chez les élèves du second degré : 22 % des élèves considèrent que

« les Juifs aiment plus l'argent que les autres Français » et ils sont juste un peu moins à juger acceptable de « faire une blague à un élève juif en lui disant qu'il est radin » (17 %) ou de dire « un juif, c'est riche » (21 %). S'inscrivant dans une tradition antisémite ancienne bien documentée par l'historien Léon Poliakov dans son *Histoire de l'antisémitisme (1945-1993)*¹, ces préjugés de nature financière montrent en tout cas la persistance de stéréotypes médiévaux jusqu'à nos jours.

1. Léon Poliakov (dir.), *Histoire de l'antisémitisme (1945-1993)*, Paris, Seuil, 1994.

Préjugés liés au pouvoir et à l'influence

Un second ensemble de stéréotypes antisémites est lié à l'attribution aux juifs d'un pouvoir disproportionné. Ainsi, plus d'un tiers des élèves estiment que « les juifs disposent de lobbies très puissants » (39 %) et environ un quart croient que « les Juifs contrôlent les médias » (24 %) ou que « les Juifs ont trop de pouvoir » (20 %). Symptomatique de l'antisémitisme politique classique à dimension complottiste, qui attribue aux juifs une influence occulte sur les affaires du monde et que nous pouvons retrouver aussi bien à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, mais qui est aussi au cœur de la vision du monde islamiste, notamment relayée par les Frères musulmans (voir les écrits de Sayid Qutb, l'idéologue des Frères musulmans, ou la Charte du Hamas). De fait, ce type de préjugés est particulièrement élevé chez les élèves situés aux extrêmes politiquement (extrême gauche et/ou extrême droite), signe probable d'une transmission politique intergénérationnelle ou par le biais des réseaux sociaux.

Préjugés liés à l'instrumentalisation de la mémoire de la Shoah

Un deuxième ensemble de préjugés concerne la mémoire du génocide dont les juifs ont été victimes. Plus d'un quart des élèves (28 %) pensent que « les Juifs utilisent la Shoah et le génocide dont ils ont été victimes pour défendre leurs intérêts ». Le questionnaire ne nous permet pas de creuser davantage la question, mais il nous semble important de rappeler ce qu'est susceptible de véhiculer ce type de considérations. Nous retrouvons, en effet, ici le discours dénonçant la prétendue « rente mémorielle » dont les juifs jouiraient et qui est mise en avant depuis des années par le courant d'extrême droite Soral-Dieudonné. Ce taux élevé nous informe sur la pénétration de ce type d'idées et notamment parce que cette question est au cœur, dans le courant politique soralien, de celle que l'État d'Israël tirerait profit de la Shoah, d'abord pour justifier son existence – de là des considérations négationnistes comme en Iran, par exemple, ou chez Dieudonné (229 000 abonnés sur X) et avant chez Roger Garaudy –, mais également pour justifier ses politiques. Notons que ce discours, très classique, préexiste très largement à la

guerre de Gaza. Sur le même thème, ils sont environ un sur dix à juger acceptable de « faire une blague sur la Shoah, les camps d'extermination » (8 %), ce qui peut évidemment questionner sur le degré de perception de la dimension de l'événement historique, mais aussi sur la relativisation, voire pire, de la Shoah. C'est ce que semble venir confirmer le fait que 9 % des sondés jugent également acceptable de dire « Hitler, il aurait pu finir le travail », affirmation ouvertement et violemment antisémite.

Préjugés liés à Israël et à la double allégeance

Les préjugés les plus répandus concernent la supposée double allégeance des juifs (44 % des élèves pensent que « les Juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France »), considération antisémite classique de l'extrême droite qui fait des Français juifs des « agents de l'étranger », en l'occurrence ici de l'État d'Israël, ce que confirme l'étude (68 % des jeunes proches de l'extrême droite), mais également leur responsabilité dans le conflit israélo-palestinien actuel : 25 % d'entre eux considèrent que « les juifs sont responsables de la guerre dans la bande de Gaza » (38 % pour les proches de l'extrême gauche, 36 % à l'extrême droite). Cette assimilation des juifs en général à la politique de l'État d'Israël est une des dimensions de ce que Pierre-André Taguieff appela la « nouvelle judéophobie », qui se distingue de l'antisémitisme classique en ce qu'elle cible les juifs non plus en tant que « race », mais en tant que collectif national dont les Français juifs seraient partie intégrante.

L'existence d'une justification des propos et violences antisémites, au nom de l'opposition à Israël

Or, cette propension à rendre les élèves juifs collectivement responsables des actions de l'État d'Israël peut favoriser une certaine banalisation des violences les visant si l'on en juge par la proportion d'élèves qui considèrent acceptable de « mettre à l'écart un élève juif en raison de son soutien à Israël » (8 %), de « critiquer un élève juif en raison de la politique de l'État d'Israël à Gaza et en Cisjordanie » (7 %) ou de « bousculer ou être physiquement agressif envers un élève juif en raison de son soutien à Israël » (5 %).



L'EXPOSITION ET L'ACCEPTABILITÉ DES PROPOS ANTISÉMITES DANS UN ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

Q : Au cours de votre scolarité, avez-vous déjà entendu dans l'enceinte de votre établissement les propos suivants ?

Q : Et très franchement, au fond de vous-même, chacun des propos suivants vous semble-t-il plutôt acceptable ou plutôt pas acceptable ?

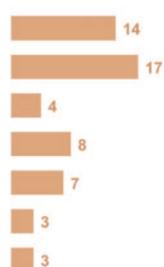
Base : Ensemble des élèves



Proportion d'élèves ayant déjà entendu les propos suivants



Proportion d'élèves estimant que les propos suivants sont acceptables



Proportion d'élèves qui....

... ont déjà été exposés à ces propos dans l'enceinte de leur établissement

... estiment acceptable au moins un de ces propos

44

26

Source : Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école, op. cit., 2025.

Un rejet social marqué des élèves juifs, notamment par critique ou rejet de l'État d'Israël

Cette hostilité significative envers les élèves juifs se manifeste aussi par un refus de nouer des relations amicales ou sentimentales avec eux, hostilité aggra-

vée si ces élèves affichent leur soutien à Israël. D'après l'étude, 16 % des élèves du second degré n'accepteraient pas de nouer certaines relations avec un élève de religion juive, leur rejet étant particulièrement marqué pour les relations sentimentales : 13 % n'accepteraient pas d'être en couple avec un élève juif.

LA DISPOSITION À NOUER DES RELATIONS AMICALES OU SENTIMENTALES AVEC UN ÉLÈVE DE RELIGION JUIVE

Q : Très franchement, en pensant à votre établissement actuel, accepteriez-vous l'invitation d'un(e) élève juif(ve)... ?

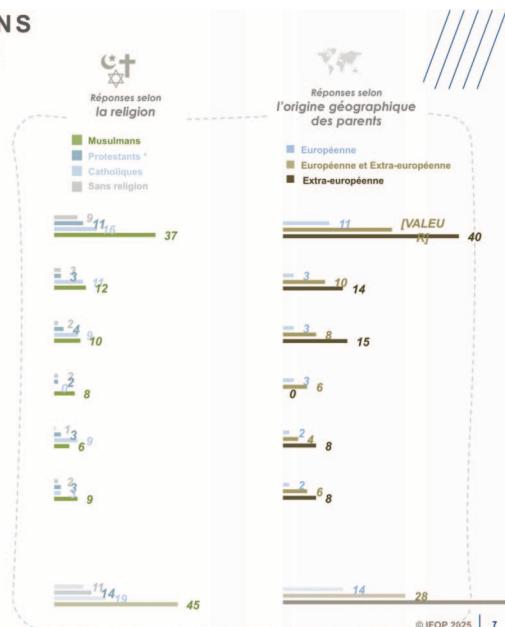
Base : élèves non-juifs ayant une opinion sur le sujet



PROPORTION D'ÉLÈVES QUI REFUSERAIENT L'INVITATION D'UN(E) ÉLÈVE JUI(F/VE)...



PROPORTION D'ÉLÈVES QUI REFUSERAIENT DE NOUER CERTAINES RELATIONS AMICALES OU SENTIMENTALES AVEC DES ÉLÈVES DE RELIGION JUIVE



Source : Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école, op. cit., 2025.

Si le refus des unions inter-religieuses active des mécanismes de résistances aux unions mixtes qui dépassent largement la question de l'antisémitisme, le profil des élèves qui refuseraient par principe de nouer des liens amicaux, familiaux ou conjugaux avec des juifs met bien en lumière les foyers de rejet des juifs les plus marqués au sein de la population scolaire. Par exemple, la proportion d'élèves qui réagiraient mal si un membre de leur fratrie se mettait en couple avec un juif est deux fois plus forte que la moyenne (13 %) chez les élèves musulmans (28 %) et ceux situés aux extrêmes de l'échiquier politique, à savoir les élèves proches de l'extrême droite (30 %) ou ceux proches de l'extrême gauche (34 %). Nous retrouvons ce réflexe endogame dans les mêmes catégories de la population à l'idée de renforcer ses liens avec un juif. Ainsi, la proportion d'élèves non juifs qui refuseraient d'être en couple avec un élève juif est de 13 % en moyenne, mais est beaucoup plus forte chez les élèves musulmans (37 %), les élèves ayant deux parents extra-européens (40 %) ou encore chez les élèves d'extrême gauche (28 %). Dès qu'il s'agit des unions ou des relations amoureuses, les considérations culturelles et religieuses, qui peuvent ne pas revêtir de dimension antisémite, ne doivent pas être écartées, car elles jouent nécessairement pour les deux premières catégories. En revanche, le taux de refus chez les élèves se disant proches de l'extrême gauche questionne.

Ce rejet social s'intensifie considérablement si l'élève juif affiche son soutien à Israël, ce que l'enquête comprend comme afficher sa solidarité avec l'État d'Israël : 37 % des élèves n'accepteraient pas de nouer des relations avec un élève juif dans ce cas, avec 30 % qui refuseraient d'être en couple avec lui, 21 % qui refuseraient de devenir son ami sur les réseaux sociaux, 19 % qui refuseraient de venir chez lui, et 17 % qui refuseraient de nouer une relation amicale avec lui. Notons que l'enquête ne nous permet pas de parler ici de rejet antisémite systématique, car il peut s'agir de prises de position politiques qui n'impliquent pas autre chose que cela et pourraient concerner d'autres élèves que les élèves juifs. Toutefois, il serait intéressant de poser la question pour d'autres conflits et/ou d'autres États afin de voir si le rejet des personnes serait effectif ou non afin de mettre en lumière une éventuelle spécificité du rejet de l'État d'Israël et donc de leurs soutiens.

Une judéophobie concentrée dans certains milieux sociaux et culturels spécifiques

Si cette étude met en lumière une judéophobie (comprise comme l'ensemble des passions, croyances et conduites antijuives) diffuse dans tout le milieu scolaire, elle montre aussi sa concentration dans certains environnements sociaux, culturels et géographiques spécifiques, comme les milieux à forte tradition religieuse, les milieux issus de l'immigration extra-européenne, les grandes agglomérations urbaines et les établissements situés en zones d'éducation prioritaire. Cette concentration s'explique par différents facteurs qui se renforcent mutuellement.

Le facteur religieux : une surconcentration majeure en milieu musulman

L'environnement religieux musulman constitue le terrain le plus fertile à cet antisémitisme latent, avec 81 % des élèves musulmans qui adhèrent à au moins un préjugé antisémite (contre 54 % en moyenne). Cette surreprésentation s'observe pour tous les préjugés testés, avec des écarts particulièrement marqués : 71 % des élèves musulmans (contre 44 % en moyenne) pensent que « les juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France », 61 % (contre 24 %) croient que « les juifs contrôlent les médias », 54 % (contre 20 %) pensent que « les juifs ont trop de pouvoir ». Ces considérations se traduisent également par un rejet social prononcé : 45 % des élèves musulmans n'accepteraient pas de nouer des relations amicales ou sentimentales avec un élève juif (contre 16 % en moyenne), proportion qui monte à 72 % si l'élève juif affiche son soutien à Israël.

Foyer historique d'une forme d'antisémitisme traditionnel, l'environnement catholique n'est pas épargné, mais dans une moindre mesure. À l'heure où les pratiques éducatives de certains établissements catholiques conservateurs sont vivement décriées, il ressort de cette étude une surexposition des élèves des établissements catholiques à des propos critiques envers les juifs – 56 %, contre 49 % dans le public déclarent entendre dire du mal des juifs dans leur entourage –, en particulier, ce qui est inquiétant, en provenance du personnel éducatif : 20 % des élèves des établissements catholiques ont déjà entendu un

éducateur (contre 13 % dans le public) ou un enseignant (15 %, contre 12 % dans le public) dire du mal des juifs. Les élèves de ces établissements confessionnels se distinguent aussi par une adhésion un peu plus forte à des préjugés antisémites traditionnels, tels que l'idée que « les juifs aiment plus l'argent que les autres Français » (24 %, contre 21 % dans le public) ou qu'il est acceptable de « faire une blague à un élève juif en lui disant qu'il est radin » (21 %, contre 16 % dans le public).

Le facteur migratoire : une forte concentration dans les milieux issus de l'immigration extra-européenne

L'enquête révèle une corrélation significative entre l'origine migratoire et l'imprégnation de préjugés anti juifs. Ainsi, 69 % des élèves dont les parents sont d'origine extra-européenne adhèrent à au moins un préjugé, contre 52 % pour ceux dont les parents sont d'origine européenne. Cette concentration atteint son paroxysme chez les élèves dont les deux parents sont nés hors d'Europe (79 %), traduisant l'influence de certains environnements culturels d'origine sur la perpétuation de préjugés antisémites. Ces élèves sont notamment plus susceptibles de croire que « les juifs contrôlent les médias » (62 % contre 21 % pour les élèves dont les deux parents sont nés en France) et qu'ils « ont trop de pouvoir » (56 % contre 17 %). De même, 52 % des élèves dont les deux parents sont d'origine extra-européenne n'accepteraient pas de nouer des relations avec un élève juif (contre 14 % pour ceux dont les parents sont d'origine européenne).

Le facteur socio-éducatif : une concentration dans les établissements défavorisés

L'antisémitisme se concentre aussi davantage dans les environnements socio-éducatifs défavorisés comme les établissements REP/REP+. Dans ces zones d'éducation prioritaire, 66 % des élèves adhèrent à au moins un préjugé antisémite (contre 52 % hors REP/REP+) et 65 % ont déjà entendu dire du mal des juifs dans leur entourage (contre 49 % hors REP/REP+). Cette surconcentration s'observe pour tous les préjugés testés, avec des écarts marqués pour

les stéréotypes les plus explicites comme l'idée selon laquelle « les juifs s'estiment souvent supérieurs aux autres » (36 %, contre 20 % hors REP/REP+) ou qu'ils « ont trop de pouvoir » (32 %, contre 17 %). De même, 27 % n'accepteraient pas de nouer des relations avec un élève juif (contre 12 % hors REP/REP+).

La filière des baccalauréats professionnels constitue aussi un espace d'affirmation des préjugés plus marquée qu'ailleurs : 65 % des élèves de formation professionnelle adhèrent à au moins un préjugé antisémite, contre 57 % en filière générale ou technologique et 51 % au collège. Les élèves de CAP et de lycée professionnel sont particulièrement réceptifs aux stéréotypes antisémites traditionnels comme « les juifs aiment plus l'argent que les autres Français » (34 % contre 22 % en moyenne).

Le facteur géographique : une concentration urbaine et francilienne

Enfin, l'étude met en évidence une concentration géographique de la judéophobie dans les zones urbaines à forte population d'origine immigrée comme l'Île-de-France où se concentre également la population juive la plus importante du pays. Ainsi, 61 % des élèves franciliens adhèrent à au moins un préjugé antisémite, contre 52 % en province. Cette concentration atteint son maximum à Paris même, où 68 % des élèves adhèrent à au moins un préjugé, notamment 27 % qui pensent que « les juifs ne sont pas vraiment des Français comme les autres » (contre 13 % en province). De même, 58 % des élèves de l'unité urbaine de Paris ont déjà entendu dire du mal des juifs dans leur entourage, contre 39 % dans les communes rurales.

Un facteur idéologique : convergence des extrêmes dans la haine des juifs

Au-delà des dimensions identitaire et socio-territoriale – qui se recoupent en grande partie compte tenu de la concentration géographique des élèves musulmans/extra-européens dans certains territoires pauvrisés –, l'enquête fait apparaître des disparités importantes selon le positionnement politique des élèves. En effet, les élèves se positionnant à l'extrême

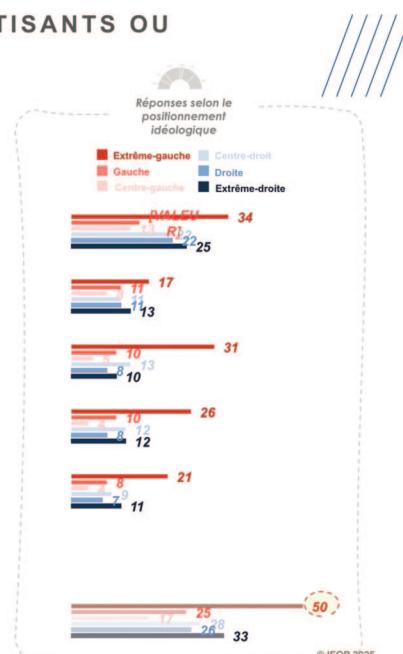
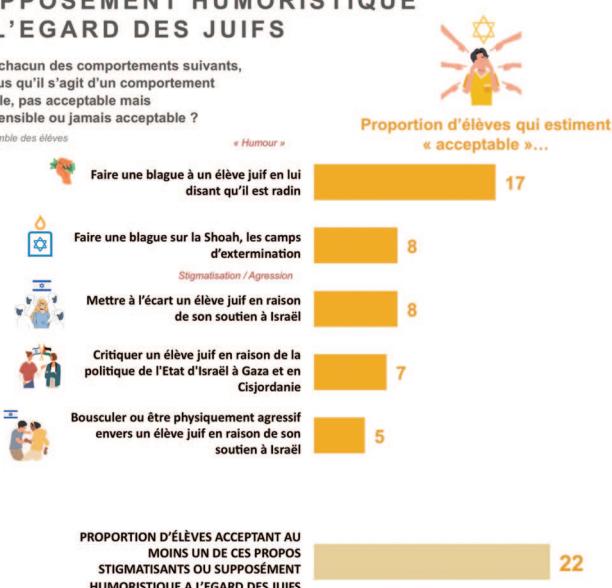
gauche (70 %) comme ceux se positionnant à l'extrême droite (75 %) présentent des taux d'adhésion aux préjugés très supérieurs à la moyenne, illustrant une convergence des extrêmes. Cette enquête corrobore ici les travaux de François Legrand menés auprès de l'ensemble des Français et qui mettent en exergue « une surreprésentation des sympathisants

LFI, RN et LR dans les groupes à tendance antisémite¹ ». Plus révélateur encore, 50 % des élèves se disant d'extrême gauche considèrent acceptable au moins un comportement antisémite, un taux nettement supérieur à ceux se situant dans la gauche modérée (25 %), mais aussi, chose surprenante, à ceux se réclamant de l'extrême droite (33 %).

LE DEGRÉ D'ACCEPTABILITÉ DE PROPOS STIGMATISANTS OU SUPPOSÉMENT HUMORISTIQUE A L'EGARD DES JUIFS

Q : Pour chacun des comportements suivants, diriez-vous qu'il s'agit d'un comportement acceptable, pas acceptable mais compréhensible ou jamais acceptable ?

Base : Ensemble des élèves



Source : Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école, op. cit., 2025.

Des agressions verbales à la violence physique, une large exposition aux multiples formes d'antisémitisme en milieu scolaire

L'enquête dessine ainsi les contours d'un antisémitisme en milieu scolaire protéiforme, qui se déploie selon différentes modalités (verbales, numériques, d'exclusion, physiques et matérielles) avec une intensité très variable selon les territoires. La surreprésen-

tation systématique des actes antisémites dans les zones d'éducation prioritaire et les banlieues populaires vient confirmer les travaux ayant été publiés dès les années 2000².

L'antisémitisme en milieu scolaire, un phénomène important et multiforme

Près d'un élève sur deux (48 %) dit avoir déjà été exposé à des propos ou actes antisémites dans un établissement scolaire, cette proportion montant à 62 % en zones d'éducation prioritaire (REP/REP+).

1. Radiographie de l'antisémitisme, enquête Ifop pour la Fondapol et l'AJC, avril 2024.

2. Voir, par exemple, Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fayard, 2002 ; Emmanuel Brenner (dir.), *Les territoires perdus de la République. Antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire*, Paris, Fayard, 2002 ; Jean-Pierre Obin, *Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires*, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, juin 2004.

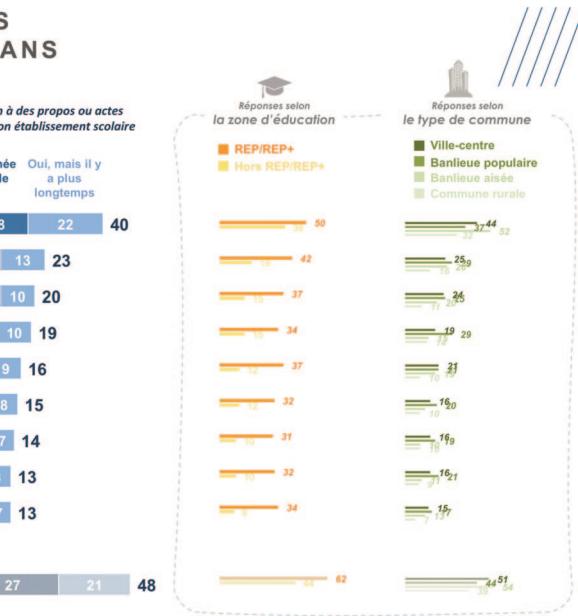
L'EXPOSITION PERSONNELLE À DES PROPOS OU ACTES ANTISÉMITES DANS UN ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

Q : Et plus précisément, au cours de votre scolarité, vous est-il déjà arrivé d'être témoin des propos ou actes suivants dans l'enceinte de votre établissement scolaire ?

Base : élèves ayant déjà eu des personnes juives parmi leurs camarades de collège ou de lycée, soit 70 % de l'échantillon



PROPORTION D'ÉLÈVES AYANT DÉJÀ ÉTÉ EXPOSÉS À DES PROPOS OU ACTES ANTISÉMITES DANS UN ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE



Source : Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école, op. cit., 2025.

De la « blague » aux menaces : le continuum de l'antisémitisme verbal en milieu scolaire

La violence verbale antisémite se manifeste selon un spectre allant de l'apparente légèreté à l'agression verbale explicite. Par exemple, les « blagues » sur les juifs constituent la forme la plus répandue, avec 40 % des élèves qui en ont été témoins. Nous pouvons légitimement penser que les « blagues » antisémites s'inscrivent dans une existence plus large des « blagues » racistes, les juifs étant la cible, comme d'autres populations minoritaires, de stigmatisations par ce biais. Ceci n'empêche pas de considérer que cette banalisation de l'antisémitisme sous couvert d'humour peut créer un premier terreau favorable à des expressions plus agressives.

Ensuite, les moqueries ciblant spécifiquement un élève en raison de son identité juive sont rapportées par près d'un quart des élèves interrogés (23 %). Cette forme de harcèlement individualisé marque une étape supplémentaire dans la violence verbale, puisqu'elle vise directement un élève identifié. Notons que la moitié des élèves sondés ayant été témoins d'insultes ou moqueries visant des élèves juifs l'ont été durant cette année scolaire 2024-2025 (10 %).

Les insultes et injures, qu'elles soient proférées en face à face (19 %) ou sur les réseaux sociaux (20 %), représentent un degré supplémentaire dans l'échelle des agressions verbales. La proximité de ces deux chiffres indique que l'antisémitisme verbal se déploie avec une intensité comparable dans l'espace physique et numérique de socialisation des élèves.

Mais les manifestations antisémites s'étendent aussi désormais largement dans la sphère numérique, créant un continuum entre l'environnement scolaire physique et les espaces de socialisation en ligne. Un élève sur cinq (20 %) rapporte avoir été témoin d'insultes ou d'injures antisémites sur les réseaux sociaux concernant un camarade identifié comme juif.

Les violences d'exclusion et de stigmatisation

L'antisémitisme en milieu scolaire se manifeste également par des actes qui visent à exclure ou isoler les élèves juifs au sein de la communauté éducative. L'isolement ou la mise à l'écart d'élèves juifs sont rapportés par 13 % des répondants, témoignant d'une forme d'ostracisme qui compromet l'intégration scolaire de ces élèves et entraîne nécessairement un mal-être quotidien.

La révélation non consentie d'origines juives, rapportée par 16 % des élèves, s'apparente souvent à une forme de « outing », qui, non seulement dit la méfiance, voire la peur, intégrée par les élèves juifs et/ou leurs familles d'une médiatisation de leur origine, mais expose également l'élève concerné à d'éventuelles discriminations ultérieures. Ces agressions sont particulièrement préoccupantes dans les établissements REP/REP+, où 37 % des élèves ont été témoins d'insultes antisémites sur les réseaux sociaux, contre 15 % hors REP/REP+, soit un écart de 22 points.

Les menaces d'agression, rapportées par 15 % des élèves, créent un climat d'insécurité qui peut conduire à des stratégies d'auto-exclusion chez les élèves juifs. Ce phénomène est particulièrement marqué en REP/REP+, où 32 % des élèves ont été témoins de telles menaces, soit deux fois et demie la proportion observée hors REP/REP+ (12 %).

Les violences physiques et matérielles : un passage à l'acte inquiétant

L'antisémitisme en milieu scolaire ne se limite pas à des expressions verbales ou d'exclusion, mais se traduit aussi par des agressions physiques caractérisées. Les violences physiques envers un élève juif sont rapportées par 14 % des élèves interrogés, dont 7 % depuis septembre 2024, soit 50 % des violences constatées. Ce taux atteint le niveau particulièrement alarmant de 31 % en REP/REP+, contre seulement 10 % hors REP/REP+, soit un rapport de 1 à 3 qui témoigne d'une fracture territoriale majeure dans l'expression de l'antisémitisme violent. En banlieue populaire, 19 % des élèves ont été témoins de violences physiques antisémites (soit un élève sur cinq, ce qui apparaît considérable au regard de la présence des élèves juifs dans le système scolaire) contre 10 % en banlieue aisée, confirmant cette géographie sociale de l'antisémitisme violent.

Les atteintes aux biens personnels des élèves parce que juifs constituent une autre forme de violence, matérielle celle-ci, rapportée par 13 % des élèves. Ces actes de vol ou de dégradation, qui s'apparentent à une forme de vandalisme ciblé, atteignent 34 % en REP/REP+, contre 9 % hors REP/REP+, soit un écart considérable de 24 points qui confirme la prévalence des violences antisémites dans ces zones et les difficultés vécues par les élèves juifs scolarisés dans ces espaces.

L'antisémitisme, composante d'un climat général de tensions identitaires

Mais l'antisémitisme en milieu scolaire ne constitue pas un phénomène isolé : il s'inscrit dans un environnement global de tensions identitaires et religieuses. Plus de la moitié des élèves (55 %) ont déjà été confrontés à des tensions identitaires ou religieuses à l'école, ce chiffre atteignant 73 % en REP/REP+, soit près de trois élèves sur quatre.

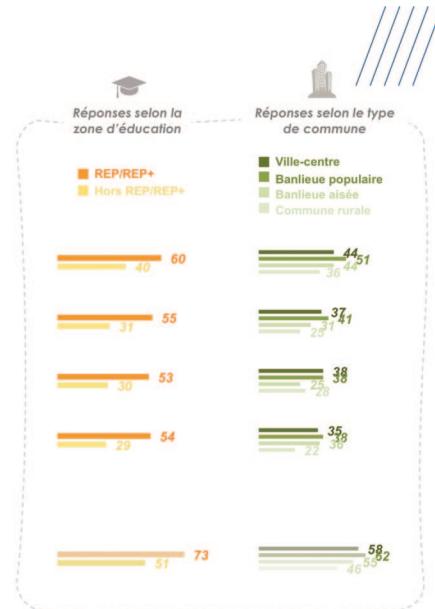
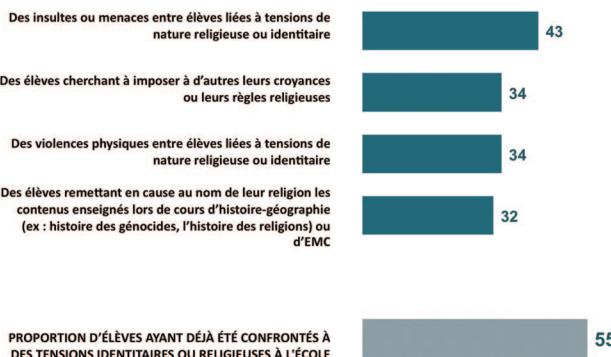
Ainsi, les insultes ou menaces liées à des tensions religieuses, c'est-à-dire liées à des motivations religieuses, concernent 43 % des élèves, tandis que 34 % ont été témoins de violences physiques de nature religieuse ou identitaire. Ces chiffres dessinent les contours d'un climat scolaire où les antagonismes identitaires et religieux débordent largement le cadre de l'antisémitisme pour constituer un phénomène plus large de fragmentation communautaire de la société.

La remise en cause des contenus d'enseignement au nom de la religion, rapportée par 32 % des élèves, témoigne d'une contestation de l'autorité scientifique et pédagogique sur des bases identitaires. Ce phénomène atteint 54 % en REP/REP+ contre 29 % hors REP/REP+, révélant une fracture majeure dans l'adhésion au rôle de l'école dans la République française, mais également au principe de laïcité scolaire selon les territoires.

LA CONFRONTATION À DES TENSIONS IDENTITAIRES OU RELIGIEUSES À L'ÉCOLE

Q : Au cours de votre scolarité, au sein de votre établissement, avez-vous déjà observé les faits suivants de la part d'élèves ?

Base : Ensemble des élèves



Source : Enquête auprès des collégiens et lycéens sur l'antisémitisme à l'école, op. cit., 2025.

Conclusion

Au regard des résultats de l'enquête, force est de constater que l'antisémitisme en milieu scolaire, pour lequel les premières alertes ont été données il y a presque vingt-cinq ans, apparaît comme une réalité aujourd'hui incontournable. Le phénomène est national et témoigne de la diffusion de préjugés, mais aussi de discours qui peuvent expliquer les propos ou les passages à l'acte violents dont peuvent parfois souffrir les élèves juifs au sein des établissements scolaires et que rapporte le ministère de l'Éducation nationale¹.

La force de l'enquête est d'éclairer sur la prégnance plus forte de l'antisémitisme dans certains espaces et territoires ainsi que dans certaines catégories de populations scolaires, tout comme elle montre le développement d'un antisémitisme spécifique lié au conflit moyen-oriental, développement accentué depuis le 7-Octobre 2023. Les élèves juifs peuvent ainsi souffrir d'un rejet qui s'articule en partie autour de l'opposition à l'État d'Israël, symptomatique d'un

« amalgame identificatoire » entre élèves juifs et État d'Israël et qui inflige aux jeunes Français juifs une lourde assignation identitaire.

L'importation du conflit israélo-palestinien transparaît, en effet, dans l'étude et reflète cette politisation de l'espace scolaire sous l'effet de considérations partisanes, politiques et/ou religieuses. L'enquête illustre ainsi la nouvelle configuration triangulaire de l'antisémitisme porté à la fois par un discours d'extrême gauche, une radicalisation idéologique d'une partie des jeunes musulmans et un antisémitisme d'extrême droite traditionnel. Or, si cette triangulation produit un antisémitisme « nouvelle génération », et parfois sous des justifications antiracistes et anticoloniales, elle reproduit, *in fine*, les mêmes mécanismes d'exclusion et de stigmatisation. Elle met de fait en lumière ce qui pourrait s'apparenter au concept que Gilles Kepel a forgé pour un autre sujet, une « judéophobie d'atmosphère² », c'est-à-dire une ambiance dans laquelle chaque élève juif scolarisé dans l'enseignement public ou privé non juif sait qu'il peut entendre des discours ou subir des faits liés à son origine ou à son appartenance religieuse.

1. « Bilans de l'action des équipes valeurs de la République », Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la Recherche.
2. Gilles Kepel, *Le Prophète et la pandémie. Du Moyen-Orient au djihadisme d'atmosphère*, Paris, Gallimard, 2021.

Table des matières

01	Introduction
02	les chiffres clés de l'antisémitisme à l'école
03	L'installation de l'antisémitisme à l'école publique : un phénomène ancien, ancré et insuffisamment traité
10	L'expérience scolaire d'élèves juifs après le 7-Octobre : Une hostilité antijuive envahissante sur fond de diabolisation des juifs
10	Résumé
13	Depuis le 7-Octobre : une expérience d'hostilité antijuive envahissante
18	Variations autour de l'hostilité antijuive
24	Face à l'hostilité, s'effacer
26	Faire reconnaître cette hostilité antijuive
30	Radioscopie de l'antisémitisme à l'école Entre judéophobie du quotidien et militantisme anti-Israël
30	Y a-t-il un juif dans la classe ?
33	De la banalisation des préjugés antijuifs à la « judéophobie du quotidien »
40	Des agressions verbales à la violence physique, une large exposition aux multiples formes d'antisémitisme en milieu scolaire
43	Conclusion

Reconnue d'utilité publique dès sa création, la Fondation Jean-Jaurès est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par **Jean-Marc Ayrault**.

Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation.

La collection des « Rapports », dirigée par **Laurent Cohen** et **Jérémie Peltier**, répond à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

03_2025 : Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo. Voisins cupides, groupés armés et prédatation minière
Pierre Jacquemot

02_2025 : « Micro-comptoirs ». Enquête sociologique sur la France des PMU
Mirabelle Barbier, Jérôme Fourquet, Gaspard Jaboulay, Jérémie Peltier,
avant-propos d'Emmanuelle Malecaze-Doublet

02_2025 : Le fer avec les territoires. Réflexions personnelles sur le rôle du train au service des territoires et de la qualité de vie
Jean-Pierre Farandou

01_2025 : De la guerre contre les drogues à une politique de réduction des risques.
Les leçons de ce qu'il faut cesser d'appeler les « salles de shoot »
Gustav Fiere

01_2025 : J'éprouve donc je suis. Des politiques du sensible pour réhumaniser notre quotidien
Paul Klotz (coord.)

01_2025 : Les politiques industrielles européennes : des avancées à préserver, des réformes à entreprendre
Louis-Samuel Pilcer, Anaïs Voy-Gillis, Dimitri Zurstrassen

12_2024 : Ce que la proportionnelle peut apporter (ou non) à la démocratie
Jean-Marc Ayrault, Émeric Bréhier, Antoine Bristielle, Dorian Dreuil, Gilles Finchelstein,
Denys Pouillard, Marinette Valiergue

12_2024 : La fatigue informationnelle : une nouvelle forme de pénibilité au travail
Sébastien Boulonne, Guénaëlle Gault, David Médioni

12_2024: L'exode informationnel
Sébastien Boulonne, Guénaëlle Gault, David Médioni

11_2024 : Face à la « grange transmission », l'impôt sur les grandes successions
Alexandre Ouizille, Théo Iberrakene, Boris Julien-Vauzelle

-  fondationjeanjaures
-  @j_jaures
-  fondation-jean-jaures
-  www.youtube.com/c/FondationJeanJaures
-  fondationjeanjaures
-  fondationjeanjaures
-  fondationjjaires.bsky.social
-  bit.ly/4g6UANC

Abonnez-vous !



www.jean-jaures.org

